

Tendance **CLAIRE**

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et RévolutionnairE

Jeunesse

1€
2€ soutien



**Positions générales et analyses
Interventions dans le secteur jeune du NPA**

Les jeunes : particulièrement victimes du système capitaliste... et particulièrement enclins à la révolte

Nous nous adressons régulièrement, dans nos publications et notre activité, « aux travailleurs et aux jeunes ». Cette formule ne signifie pas que nous mettions ces deux catégories sur le même plan : contrairement aux travailleurs salariés, les jeunes ne forment pas en tant que tels une classe sociale. Leurs origines, leur situation, leurs conditions de vie sont profondément diverses : parler de « la jeunesse » comme si elle existait en-dehors de toute appartenance sociale, est idéologiquement pervers. Souvent le discours des médias et des politiciens bourgeois l'évoquent soit pour en louer les vertus (« la jeunesse » est alors vue comme « saine », porteuse de l'avenir du pays et bien sûr comme capital humain propre à « régénérer » le système) soit pour en mépriser les modes et les valeurs (« la jeunesse » apparaît en ce cas comme inquiétante, déviant voire délinquante ; elle est régulièrement associée à une sorte de « nouvelle classe dangereuse », voire à une forme de barbarie¹). Ce double discours est une constante historique, et il a une teneur politique essentielle : il s'agit dans les deux cas d'instrumentaliser les jeunes, de les enfermer dans des généralités caricaturales, mais aussi de faire comme si la jeunesse était un groupe social à part entière, qu'il faudrait utiliser tout en s'en méfiant.

Pour autant, s'il est faux faire

¹ Ce sont bien les termes de « barbares » et « barbarie » qu'ont utilisés par exemple les philosophes Robert Redeker et Catherine Kintzler en novembre 2005 pour qualifier les jeunes qui ont pris part à la révolte des banlieues : cf. Gérard Mauger, *L'Émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Paris, Éditions du Croquant, 2006, p. 87 et 90.

de « la jeunesse » une catégorie sociale (la biologie — une étape de la vie — ne fait pas une sociologie — un âge social avec des fonctions et des statuts déterminés), il y a des caractéristiques propres aux jeunes dont il faut tenir compte. Les uns sont des travailleurs salariés (y compris la moitié des étudiants d'aujourd'hui en France), mais ils subissent alors une exploitation spécifique à leur âge, une instrumentalisation économique que le système capitaliste prétend justifier en lui donnant des raisons de « nature » : on a 16, 20, 25 ans, il serait « normal » à cet âge de subir des discriminations à l'embauche, au salaire et aux conditions de travail. Les autres sont protégés de l'exploitation, lycéens ou étudiants ; mais leur instruction leur donne la possibilité de développer leurs facultés intellectuelles, notamment leur esprit critique — même si l'enseignement est largement tributaire de l'idéologie dominante ; de plus, ils sont aujourd'hui, dans leur grande majorité, enfants de travailleurs salariés et futurs travailleurs salariés eux-mêmes. Enfin, qu'ils soient travailleurs ou scolarisés, les jeunes ont en commun que les contraintes professionnelles et/ou familiales pèsent souvent moins sur eux que sur leurs aînés. Leur volonté de s'affirmer comme individus libres, l'énergie inhérente à leur âge, leur spontanéité et souvent leur soif d'utopie concrète leur donnent une disposition psychologique particulière qui, dans certaines situations historiques, peuvent jouer un rôle déclencheur de grands événements politiques et sociaux dont les classes sociales restent les protagonistes fondamentaux.

Quand mûrit une situation qui suscite particulièrement la contestation, voire la révolte, l'Histoire montre que les jeunes, travailleurs ou scolarisés, sont très souvent parmi les plus actifs et les plus radicaux ; chez eux, l'élément de la spontanéité, décisif dans tout mouvement social d'envergure, joue un rôle particulièrement saillant. De fait, les mouvements contestataires et révolutionnaires des XIX^e et XX^e siècles, dans tous les pays, ont vu généralement beaucoup de jeunes dans les rangs de l'avant-garde.

L'exploitation capitaliste des enfants et des adolescents au XIX^e siècle

Le capitalisme dévoreur de chair fraîche

Au XIX^e siècle, la bourgeoisie comme classe et son État ont pris conscience de la nécessité de réguler le travail des enfants et des adolescents. Ils étalaient ainsi au grand jour leurs contradictions propres, comme Marx l'a montré dans le *Capital*. Car par essence, le capitalisme « pousse à l'exploitation productive des enfants »². C'est son fonctionnement même, reposant notamment sur l'extraordinaire développement du machinisme, qui a conduit à cet embigadement économique des plus jeunes — comme des femmes : « Quand le capital s'empara de la machine, son cri fut : "Du travail de femmes, du travail d'enfants !" Ce moyen puissant de diminuer les labeurs

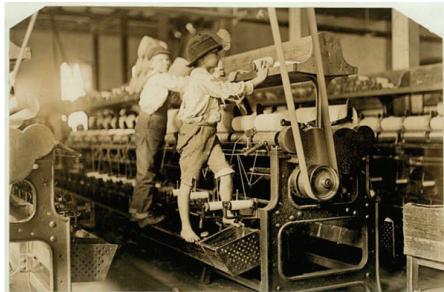
² Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Paris/Moscou, Éditions sociale, Éditions du Progrès (en un volume), p. 355.

de l'homme se changea aussitôt en moyen d'augmenter le nombre de salariés ; il courba tous les membres de la famille, sans distinction d'âge et de sexe, sous le bâton du capital. »¹ Il y avait là, outre cet appoint considérable d'exploités placés sous le joug du capital, un bon moyen de déprécier la valeur de la force de travail. Enfants et adolescents fournissaient de fait une main-d'œuvre très bon marché (quatre à dix fois moins chère que celle des hommes adultes), qui venait directement concurrencer les autres travailleurs.

La législation sur le travail des enfants : un compromis nécessaire au capitalisme

Or cette façon de jeter une main-d'œuvre juvénile dans les griffes des entreprises capitalistes ne pouvait que causer de véritables catastrophes humaines, pour la santé et la vie de ces enfants et de ces adolescents : altérations des poumons, bronchites chroniques, asthmes, scrofules, rachitisme, mortalité précoce²... La situation était tellement grave que les parlementaires bourgeois furent contraints de réagir. C'est ainsi que le Parlement anglais adopta au milieu des années 1830 une législation selon laquelle aucun enfant en dessous de 13 ans ne devait travailler plus de huit heures dans une fabrique³. Et, en 1850, la journée de travail « des adolescents et des femmes » passa officiellement de 15 à 12 heures. En France, il fallut attendre 1841 pour qu'une loi interdise le travail... des moins de 8 ans ! En 1874, le travail industriel fut interdit aux moins de 12 ans et le travail de nuit interdit avant 16 ans pour les garçons et 21 ans pour les filles ; en 1892, la journée de travail fut limitée à dix heures jusqu'à

16 ans ; en 1900, elle passa à dix heures pour les moins de 18 ans. L'obligation scolaire, et corrélativement l'interdiction du travail en dessous de ce seuil, fut portée à 13 ans en 1882, 14 ans en 1936 et 16 ans en 1959. Cette législation a été récemment remise en cause d'abord par le gouvernement Jospin-Buffet, qui a légalisé le travail des lycéens professionnels à partir de 13 ans dans le cadre des stages en « alternance », ensuite par le gouvernement Chirac-Villepin, qui a porté de 16 à 15 ans l'âge minimum à partir duquel peut être souscrit un contrat d'apprentissage.



Enfants exploités dans une usine textile (1909)
http://images.recitus.qc.ca/main.php?g2_itemId=6947

Si pareilles législations furent adoptées, ce n'est pas par générosité d'âme ou compassion soudaine de la part des parlementaires bourgeois, mais d'une part parce que l'état de santé et la mortalité des enfants et des jeunes étaient absolument catastrophiques : cela constituait une entrave au bon développement du capitalisme, qui a besoin de travailleurs capables de résister à l'exploitation, aptes à faire la guerre quand il le faut, mais aussi formés, ce qui suppose l'introduction de l'instruction qui limite le temps de travail des jeunes. D'autre part, la protection des enfants contre l'exploitation était une revendication primordiale du prolétariat conscient : la pression de la lutte de classe ouvrière joua un rôle décisif pour l'adoption effective de lois protectrices.

Le capital devait donc passer un compromis sur cette question. Ces lois d'ailleurs furent très souvent bafouées, et leur non-

application n'entraînait dans la plupart des cas pour les patrons qui les violaient aucune sanction de la part de l'appareil judiciaire. Car même si le capital avait intérêt globalement à limiter la surexploitation des enfants, les capitalistes particuliers pouvaient toujours être tentés d'aller trop loin : « Après nous le déluge ! ».

« Trente Glorieuses » ?

Des jeunes toujours discriminés par leur âge

Si les enfants (les moins de 13 ans) ont ainsi été progressivement retirés du marché du travail dans les pays les plus développés, les jeunes ont quant à eux continué de subir une exploitation éhontée, qui a été et reste une exploitation spécifique à leur âge, et justifiée par leur âge dans le discours de la bourgeoisie. Au cours d'une période plus récente, familièrement associée à l'avènement d'un bien-être généralisé, ce que les jeunes ont subi en tant que jeunes⁴ montre à quel point la relative « prospérité » du système n'a pas engendré l'épanouissement des individus.

Durant ces années 1950 et 1960, les jeunes étaient encore majoritairement des travailleurs. Dans la France de 1956, sur 4,9 millions de jeunes de 14 à 22 ans, plus d'un tiers avait quitté l'école dès 14 ans ; près des deux tiers des 14-20 ans étaient de jeunes travailleurs. Au début des années 1960 encore, 30 % des jeunes du milieu ouvrier et 60 % des jeunes ruraux n'avaient aucune qualification lorsqu'ils entraient dans le monde du travail, dès 14 ans. En 1970, 3,9 millions des 15-24 ans travaillaient dans les usines et les bureaux, contre 2,9 millions présents dans les collèges, les lycées et les facultés. Les

¹ *Idem*, p. 378.
² Cf. Roland Caty (dir.), *Enfants au travail*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2002, p. 26.
³ *Idem*, p. 271.

⁴ Cf. sur ce sujet Ludivine Bantigny, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007, p. 77 sq.

étudiants à proprement parler n'étaient encore que 180 000 en 1957 mais leur nombre dépassa les 500 000 en 1968. Pour les jeunes directement happés par le monde du travail, trois situations étaient possibles : ils pouvaient être travailleurs agricoles, souvent alors rattachés à l'exploitation familiale ; ou bien ils étaient placés en apprentissage ; ou bien enfin ils étaient de jeunes salariés dans les secteurs industriel et tertiaire.

De jeunes ouvriers agricoles sans statut ni rémunération

Dans le premier cas, celui des jeunes agriculteurs, la situation était à l'exploitation sans statut. Simplement considérés comme des « aides familiaux », ces ouvriers agricoles (en 1959, ceux-ci étaient près de 300 000 sur les 685 000 jeunes de moins de 25 ans exerçant une profession agricole) ne disposaient d'aucune garantie, à commencer par celle du salaire : ils n'en recevaient aucun le plus souvent. Ils n'avaient par ailleurs aucun droit à une formation spécifique. Ce n'est qu'en 1973 qu'une loi relative au statut des associés d'exploitation a accordé aux aides familiaux un droit à rémunération et à formation professionnelle.

L'« apprentissage », prétexte à l'exploitation sans salaire

La situation des apprentis était elle aussi extrêmement précaire. Elle était également très symbolique du monstrueux cynisme des patrons à l'égard de cette main-d'œuvre juvénile que l'on ne saurait même pas qualifier de « bon marché » : elle était dans la majeure partie des cas purement et simplement gratuite. Au coeur des « Trente Glorieuses », vers 1960, ces jeunes apprentis étaient environ 250 000, répartis dans les professions les plus diverses. Leur rémunération n'était prévue ni par la loi ni par le Code du Travail. La recherche de « petites mains », de coursiers, de

manutentionnaires et de femmes de ménage conduisait à la multiplication de contrats abusifs, sans valeur de formation réelle. Embaucher des apprentis permettait en effet aux employeurs de contourner la législation sur les salaires. On passait des contrats de plusieurs années d'« apprentissage » pour des professions qui s'apprenaient en quelques mois voire quelques semaines, ce qui permettait de faire travailler les jeunes à peu de frais. Les syndicats ouvriers dénonçaient ces soi-disant « contrats » comme de véritables escroqueries.

Jeunes salariés, abattements d'âge et « postes de jeunes »

Enfin, les jeunes engagés directement comme salariés dans la production industrielle ou le travail de bureau, soit les deux tiers des 14-20 ans en 1960, subissaient une forme de préjudice de l'âge institutionnalisé. Les arrêtés ministériels dits « Parodi-Croizat¹ », signés entre gouvernement, syndicats et patronat en 1946, avaient officialisé les « abattements d'âge » : à travail égal, les jeunes ne touchaient qu'une certaine proportion du salaire de base en fonction de leur âge — 50 % du salaire pour les 14-15 ans, 60 % pour les 15-16 ans, 70 % pour les 16-17 ans et 80 % pour les 17-18 ans. Au nom d'un prétendu paiement « normal » en proportion de la valeur créée — postulant que les jeunes auraient produit moins que leurs aînés —, les capitalistes se livraient bel et bien à une surexploitation : pour les jeunes, l'abaissement de la valeur de leur force de travail constituait une véritable discrimination (dont l'âge était le prétexte) visant à aggraver la concurrence entre les travailleurs.

Les jeunes, victimes du chômage et de la précarité

En 1968, 39 % des demandeurs d'emploi étaient des jeunes de moins de 24 ans ; ce pourcentage a été multiplié par 3 depuis 1962. Il poursuivit sa progression, atteignant 45,8 % en 1974 et 46,2 % en 1976. À cette date, le taux de chômage des moins de 25 ans (12,2 %) était près de quatre fois supérieur à ce qu'il était dans l'ensemble de la population active. De surcroît, malgré la scolarisation prolongée et donc l'élévation de la formation, les jeunes occupaient une part croissante des emplois non qualifiés. Leurs « chances » de devenir, par exemple, ouvriers spécialisés étaient passées de 14,5 % en 1962 (contre 12,9 % pour l'ensemble de la population) à 15,9 % en 1968 (contre 13,2 %) et 17,6 % en 1972 (contre 12,8 %)². « *Les jeunes [étaient] sur-représentés sur les situations de travail médiocres et pratiquement absents dans les situations de travail valorisées ou valorisantes* ».

L'institutionnalisation de la précarité par un gouvernement « de gauche » : les TUC

Les gouvernements successifs, de droite comme « de gauche », ont imaginé toutes sortes de stratagèmes pour justifier toujours un peu plus l'exploitation des jeunes et pour en légaliser la flexibilité. L'un des exemples en est fourni par les « TUC » (« travaux d'utilité collective ») et autres SIVP (« stages d'initiation à la vie professionnelle ») mis en place en 1984 par le gouvernement Mitterrand-Fabius et que deux millions de jeunes ont subis : 20

² Jean-Paul Bachy, *Les Jeunes et la société industrielle*, Sceaux, Centre de recherches en sciences sociales du travail, 1977, p. 34.

³ Chantal Nicole-Drancourt, Laurence Rouleau-Berger, *Les jeunes et le travail 1950-2000*, Paris, PUF, 2001, p. 32.

¹ Ambroise Croizat était un dirigeant du Parti communiste français.

heures de travail « au service » d'une collectivité locale ou d'un employeur quelconque, soit un mi-temps, payé un quart du SMIC.

Il a fallu pour cela les exclure totalement du salariat protégé en les dénommant « stagiaires » et en les confinant dans un chapitre spécialement créé pour eux, rejeté à la fin du Code du Travail, le livre IX. Rejetés du salariat, cela signifie qu'ils sont « *"hors de"* : *hors des conventions collectives, hors de la législation du travail, celle du SMIC en particulier, hors de la fonction publique, hors des effectifs déclarés par l'entreprise, hors de toute protection sociale normale – retraite, Sécurité sociale...* »¹. Les patrons ont battu des mains puisque, tout en étant pour tout ou partie exonérés de charges sociales, ils pouvaient désormais disposer d'une main-d'œuvre quatre fois moins chère, les TUC se substituant purement et simplement à des postes de salariés ! La juteuse idée était venue entre autres du soi-disant « socialiste » Jacques Delors, qui avait déclaré en 1976 lors d'une conférence d'*« experts »* : il faut « *faire éclater nos catégories traditionnelles* » et « *rompre le clivage entre travail rémunéré et travail gratuit* »². Et le tout autant soi-disant socialiste Mitterrand eut le front et la condescendance d'assurer à la télévision : « *Des jeunes qui n'avaient rien à faire, qui traînaient, vous ne pouvez pas imaginer leur joie d'avoir retrouvé une part de dignité* »³. Ces jeunes sans droit et honteusement exploités pouvaient être qualifiés à juste titre de « *parias du travail* » et de « *sous-classe d'exploités* »⁴.

¹ Michel Sérac, *Têtes de T.U.C. Nouveaux chantiers de jeunesse, main-d'œuvre à bas prix : les "stages" pour jeunes*, Paris, Selio, 1989, p. 15.

² Cité *ibidem*, p. 41.

³ Émission d'avril 1985 citée *ibidem*, p. 19.

⁴ *Idem*, p. 61 et 84.

Précarité, chômage, discriminations

Aujourd'hui, seuls 25 % des salariés de moins de 25 ans ont un contrat à durée indéterminée ; les autres connaissent stages, intérim, emplois saisonniers, contrats aidés. La situation est tellement grave (et la passivité des directions syndicales sur cette question tellement lourde) que la lutte se spécifie ponctuellement dans le combat contre la précarité, comme en témoigne le récent mouvement des « *Stagiaires en colère* ». Les diplômes ne suffisent plus à décrocher des emplois correspondant à la qualification : seuls 48 % des emplois non qualifiés sont effectués par des sans-diplôme, contre 83 % à la fin des années 1960⁵. Ce phénomène témoigne d'une tendance à la sur-éducation par rapport aux besoins des patrons : d'où la volonté patronale d'en soustraire une bonne partie au système scolaire le plus tôt possible, ou en tout cas de l'exclure des filières générales.



<http://www.a-demain.fr/chercheur-demploi-metier-de-jeunes-diplomes/>

Le salaire des jeunes souffre également d'une forte discrimination par l'âge : en 2007, le salaire horaire moyen est

⁵ Daniel Cohen (coord.), *Une jeunesse difficile. Portrait économique et social de la jeunesse française*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2007, p. 16.

de 8,54 € pour les moins de 30 ans, 11,54 € pour les 30-45 ans et 13,55 € pour les plus de 45 ans⁶. Ce sont les jeunes qui de surcroît sont les plus touchés par le chômage : depuis le début des années 1980, le taux de chômage des 15-24 ans n'a jamais été inférieur à 25 %. À cet égard, il y a bien une spécificité dans la façon dont les jeunes sont victimes du capitalisme.

Cette situation provoque un phénomène dramatique que les sociologues analysent comme tout à fait inédit puisqu'il vient démentir les études menées depuis les travaux de Durkheim (*Le Suicide*, 1897) : « *Alors qu'en France en 1950, les 65-74 ans se suicidaient près de 5 fois plus souvent que les 25-34 ans, le rapport tombe à 1,5 en 1995.* »⁷ Le suicide est devenu la deuxième cause de mortalité chez les jeunes de moins de 24 ans (derrière les accidents de la route), mais la première cause chez les 25-34 ans. Chaque jour, 380 tentatives et 30 suicides ont lieu en France ; 26 % de leurs auteurs ont moins de 30 ans ; près de 1 000 jeunes de 15 à 24 ans meurent chaque année, par suicide⁸.

La participation des jeunes aux mouvements révolutionnaires

Les jeunes comme avant-garde

Dans l'histoire contemporaine, les jeunes, travailleurs ou scolarisés, n'ont eu de cesse de se trouver à la pointe des révoltes et des révolutions. Dans les entreprises, si les jeunes sont souvent moins syndiqués que les « anciens », ils sont néanmoins souvent plus

⁶ Rapport de l'INSSE cité in « Salaires. Les femmes et les jeunes pénalisés », *Le Monde*, 13 décembre 2006.

⁷ Christian Baudelot, Roger Establet, « *Une jeunesse en panne d'avenir* », in Daniel Cohen (coord.), *Une jeunesse difficile*, op. cit., p. 52.

⁸ Site de l'Institut national de la Jeunesse et de l'Éducation populaire : <http://www.injep.fr/Suicide-des-jeunes-2003.html>

contestataires et ont recours à des formes plus spectaculaires de lutte : non seulement l'absentéisme et le dénigrement carnavalesque du patronat¹, mais parfois le sabotage ou la séquestration de petits chefs ou de patrons... « *Dans toutes les grèves du second Empire — surtout quand elles concernent les grandes entreprises modernes (mines, textile) — les jeunes ouvriers sont au premier rang* »². L'historienne Michelle Perrot l'a elle aussi montré pour les grèves de la période 1871-1890 : parmi les meneurs des grèves, la catégorie des 20-25 ans se détache nettement ; plus de 70 % des grévistes ont entre 15 et 34 ans ; plus précisément, 42 % ont entre 20 et 29 ans ; « 35 ans marque une chute sensible »³. Au cours des grèves les plus puissantes — celles des mineurs et des métallos à Rives-de-Gier (1894), au Creusot (1899), à Longwy (1905), celles du Front populaire puis de Mai 68 —, ils se sont distingués par leur forte présence parmi les grévistes, l'absence de responsabilités familiales jouant en faveur d'un plein engagement dans la grève. Chaque fois, ces grèves furent caractérisées par leur spontanéité, leur caractère souvent violent, mais aussi leur ténacité.

Au XIX^e siècle et durant une bonne partie du XX^e siècle, jusqu'aux années 1960 environ, les étudiants n'étaient, quant à eux, pas socialement liés à la classe ouvrière. Ils étaient au contraire une très faible minorité des classes d'âge concernées, issus très généralement de la moyenne et de la grande bourgeoisie. Mais la prolongation même de leurs études contribuait à aiguiser leur esprit critique. Dès lors, ils se trouvèrent fréquemment à l'initiative de

mouvements insurrectionnels, liés non à des revendications économiques, mais à des objectifs politiques et démocratiques, lorsqu'il s'agissait de lutter contre un régime autocratique, pour la conquête et la défense de certaines libertés. Les étudiants participèrent ainsi aux grandes révolutions européennes du XIX^e siècle. En France, lors des journées de juillet 1830 qui mirent à bas la monarchie restaurée, celle de Charles X, les étudiants participèrent au pillage d'armureries, donnèrent les premiers coups de feu contre l'armée du roi et aidèrent à dresser les premières barricades ; dans les quartiers populaires de l'Est parisien, étudiants républicains et ouvriers participèrent ensemble à la résistance armée, puis à l'offensive finalement victorieuse. En février 1848, ils furent aussi très présents parmi les insurgés qui renversèrent le régime de Louis-Philippe et proclamèrent la République, mais aussi parmi les révolutionnaires du « printemps des peuples » un peu partout en Europe. Dans chacun de ces moments révolutionnaires, le rôle de la classe ouvrière a été moteur et véritablement déterminant ; mais les étudiants ont souvent concouru à déclencher les mouvements.

oppressif, les étudiants se soulevèrent à maintes reprises contre le tsarisme. C'est pourquoi, dès 1901, Lénine en appelait à la jonction des travailleurs et des étudiants : « *Les meilleurs représentants de nos classes instruites ont prouvé et consacré, comme en fait foi le sang de milliers de révolutionnaires suppliciés par le gouvernement, leur capacité et leur volonté de secouer de leurs pieds la poussière de la société bourgeoise pour rejoindre les rangs des socialistes. Et il est indigne du titre de socialiste, l'ouvrier qui peut voir d'un ?il indifférent le gouvernement envoyer la troupe contre la jeunesse universitaire. L'étudiant a aidé l'ouvrier ; l'ouvrier doit venir au secours de l'étudiant* »⁴.

De fait, en 1905 comme en 1917, les révoltes russes ont été marquées, dans les villes, par l'alliance des étudiants et des travailleurs. Les universités ont accueilli les premiers grands rassemblements d'ouvriers et d'étudiants, puis des soviets, auxquels les étudiants prirent pleinement leur part. Les grandes révoltes politiques ont ensuite chaque fois connu pareille solidarité et pareille unification entre étudiants et travailleurs. En Hongrie en 1956, c'est bien à la convergence des étudiants et des travailleurs révolutionnaires que l'on a assisté ; la révolution y a d'ailleurs été ouverte par des étudiants qui, à Budapest, organisèrent de gigantesques rassemblements, exigeant entre autres le retrait des troupes soviétiques stationnées dans le pays, des élections générales au scrutin secret et le retour au multipartisme, mais aussi la modification des normes de travail pour les ouvriers et la reconnaissance du droit de grève. Ces derniers mots d'ordre indiquaient clairement l'attention portée par les étudiants aux revendications ouvrières et le caractère prolétarien de leur



<http://www.ifrap.org/Baisse-du-chomage-Realite-ou-esbroufe,62.html>

Cette sensibilité particulière des étudiants à la défense des libertés démocratiques leur a souvent fait rejoindre les ouvriers en lutte. Le cas de la Russie au début du XX^e siècle est à cet égard frappant. Subissant directement les contraintes d'un régime particulièrement

¹ Cf. Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1986, p. 74.

² Jean Bruhat, Jean Dautry, Émile Terse (dir.), *La Commune de 1871*, Paris, Éditions sociales, 1970, p. 194.

³ Michelle Perrot, *Jeunesse de la grève (France 1871-1890)*, Paris, Seuil, 1984, p. 73-74.

⁴ Lénine, « Enrôlement forcé de 183 étudiants », *Iskra*, février 1901, republié in Lénine, *Textes sur la jeunesse*, Moscou, Éditions du progrès, 1970, p. 81.

perspective sociale et politique.

Il en fut de même en France en mai 1968, cette grève générale la plus importante du mouvement ouvrier français, que les étudiants ont contribué à mettre en mouvement, très vite relayés, dans les entreprises, par une avant-garde composée souvent de jeunes travailleurs. C'est bien au capitalisme, à l'impérialisme et au gaullisme que les étudiants s'en prenaient dans leurs revendications¹. De multiples tentatives de jonction concrète sur le terrain entre lycéens, étudiants et ouvriers furent alors faites, que les dirigeants du Parti communiste français et de la CGT cherchèrent à toute force à empêcher. À Renault-Billancourt, une manifestation étudiante fut organisée devant l'usine fermée d'autorité. Aux usines Renault de Flins, les combats furent très durs entre ouvriers et étudiants d'une part, forces de l'ordre d'autre part ; la « *rencontre entre ouvriers et étudiants s'est opérée contre la volonté de la CGT et du PC qui se sont employés à les dénigrer* »². CRS et grévistes aux abords de Flins et de Sochaux les 10 et 11 juin s'affrontèrent là encore violemment ; ces heurts firent trois morts : un lycéen et deux ouvriers³. On voit ici que les manifestations étudiantes ont été un élément déclencheur d'un mouvement révolutionnaire qui était fondamentalement un mouvement de classe.

La jeunesse révoltée

Mai 68 a trouvé son origine dans la protestation des jeunes contre la guerre du Vietnam⁴. Il y

¹ Cf. Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, [trad. fr.] Paris, Éditions Complexes, 2005, p. 14.

² Xavier Vigna, « La figure ouvrière à Flins (1968-1973) », in Geneviève Dreyfus-Armard, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexes, 2000, p. 331.

³ Nicolas Hatzfeld, « Les ouvriers de l'automobile : des vitrines sociales à la condition des OS, le changement des regards », *ibidem*, p. 350.

⁴ Le 20 mars 1968, un étudiant avait

avait là un prolongement de la forte mobilisation que, déjà, les jeunes travailleurs « rappelés », comme soldats du contingent, et les étudiants avaient engagée contre la guerre d'Algérie à partir de 1955. D'une part, les rappelés protestèrent massivement contre leur envoi en Algérie, en provoquant des manifestations et des mobilisations un peu partout en France (blockage de trains, voies ferrées envahies, rassemblements imposants, affrontements avec la police et la gendarmerie...). D'autre part, l'UNEF de l'époque (à laquelle un étudiant sur eux était affilié) avait pris des initiatives de manifestations et d'actions, comme les grands rassemblements anti-guerre à Paris et dans les grandes villes de province le 27 octobre 1960, que les partis politiques « de gauche », à commencer par le PCF, ne prenaient pas.

Cette prémonition de la lutte contre la guerre chez les jeunes s'explique en partie par le fait que ce sont les jeunes qui servent de chair à canon dans les guerres impérialistes. Ce sont eux qui sont enrôlés dans une militarisation forcée au travers du service militaire. C'est pourquoi les manifestations lycéennes et étudiantes contre la loi Debré remettant en cause les sursis militaires en 1973 ont été extrêmement puissantes et très bien organisées. Mais cette protestation contre le service militaire s'éclaire aussi par la révolte spontanée des jeunes contre l'injustice des guerres et les maux qu'elles engendrent pour les peuples. Par là même, les jeunes se sont une fois de plus retrouvés au premier rang des mobilisations contre la guerre en Irak, par exemple, en 2003.

Au-delà, au cours des trente dernières années en France, lycéens et étudiants ont battu le pavé et se sont mobilisés avec un grand sens de l'organisation et de

brisé une fenêtre du siège d'American Express pour protester contre la guerre. Il fut arrêté par la police. Plusieurs étudiants avaient déjà été emmenés au poste pour avoir manifesté contre la guerre du Vietnam.

la lutte : contre la loi Saunier-Seïté en 1976 (loi prévoyant déjà l'autonomie et la mise en concurrence des universités), contre la loi Devaquet en 1986 (tentative d'instaurer la sélection à l'entrée de l'Université), contre la loi Fillon en 2005... Deux mouvements particulièrement puissants ont vu les jeunes se mobiliser sur des questions non pas spécifiques aux réformes touchant directement lycéens et étudiants, mais en tant que futurs salariés, travailleurs en formation, conscients de leur appartenance à la classe ouvrière au sens large : les mouvements contre le CIP (Contrat d'insertion professionnelle, réservé aux jeunes et sous-payé) en 1994 et contre le Contrat Premier Emploi (CPE) et la prétendue « loi sur l'égalité des chances » en 2006. La révolte des jeunes des quartiers populaires en novembre 2005 a exprimé quant à elle le rejet des discriminations à l'embauche, des contrôles d'identité au faciès et la stigmatisation généralisée qui leur est quotidiennement infligée. Chacune de ces mobilisations a profondément inquiété la bourgeoisie et le pouvoir d'État qui, chaque fois, y a réagi avec une grande violence, policière et politique. Tant il est vrai que « *la peur de la jeunesse est, toujours, la manifestation première de la peur de la révolution elle-même* »⁵. Mais cette « peur » est en fait une véritable terreur de la bourgeoisie à l'idée que la classe ouvrière puisse prendre le relais, comme l'a exprimé sans détours un ancien conseiller de De Gaulle à propos de Mai 68 : « *Face à des situations de ce type, l'État ne peut répondre que par des solutions classiques qui consistent à diviser ce qui est uni : l'université s'est unie au mouvement ouvrier, ce qui, pour un État, est insupportable. Il n'est pas possible d'éviter un mouvement ouvrier, mais il n'est pas possible d'avoir en même temps un mouvement étudiant* »

⁵ Michel Field, Jean-Marie Brohm, *Jeunesse et révolution. Pour une organisation révolutionnaire de la jeunesse*, Paris, Maspero, 1975, p. 169.

il faut à tout prix avoir l'un et l'autre successivement, mais pas ensemble, et le drame de 1968 c'est qu'on les a vu venir, se réunir, se conjuguer et qu'on n'a pas pu empêcher cette vague»¹.

Pour l'organisation autonome de la jeunesse

Les dirigeants révolutionnaires ont toujours appelé tout particulièrement à la mobilisation de la jeunesse et à son organisation autonome. Ils ont sans cesse conjuré les militants de ne pas « *craindre la jeunesse* », comme y invitait Lénine en février 1905 : « *La jeunesse décidera de l'issue de la lutte, la jeunesse étudiante et plus encore la jeunesse ouvrière. Secouez toutes les vieilles habitudes d'immobilité, de respect hiérarchique, etc !* »² Il le répétait en octobre de la même année : « *Allez aux jeunes ! Formez sur le champ, en tous lieux, des groupes de combat, formez-en parmi les étudiants et surtout les ouvriers !* »³ Il le redisait encore en 1906 : « *Nous sommes un parti de novateurs, et la jeunesse suit toujours de préférence les novateurs. Nous sommes un parti qui combat avec abnégation un vieux régime pourri. La jeunesse sera toujours la première à marcher pour une lutte où il faut faire don de soi [...] Nous serons toujours le parti de la jeunesse dans notre classe d'avant-garde !* »⁴ Et c'est aussi la raison pour laquelle il prônait à ses camarades d'être « *sans réserve partisans de l'indépendance de l'union de la*

jeunesse sur le plan de l'organisation non seulement parce que les opportunistes craignent cette indépendance, mais quant au fond. Car, sans une complète indépendance, la jeunesse ne pourra pas faire son éducation de bons socialistes, ni se préparer à faire progresser le socialisme. Donc, pour l'indépendance la plus complète de l'union de la jeunesse, mais aussi pour une complète liberté de la critiquer en toute camaraderie pour ses erreurs ! »⁵



[http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/
Lyceens-Etudiants-Travailleurs-tous-unis
pour-les-retraites_a4012.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Lyceens-Etudiants-Travailleurs-tous-unis-pour-les-retraites_a4012.html)

Trotsky y insistait également dans le *Programme de transition* fondant la Quatrième Internationale. Il soulignait la nécessité pour le parti communiste révolutionnaire de s'ouvrir largement aux jeunes, source d'un programme et d'une activité révolutionnaires vivants et ardents : « *Quand s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur ses épaules. La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé* »⁶. Il avait de fait analysé le rôle essentiel des jeunes durant la Révolution d'Octobre au sein du parti bolchevik : « *Tout parti révolutionnaire trouve de prime abord un appui dans la jeune génération de la classe*

montante. La sénilité politique s'exprime par la perte de la capacité d'entraîner la jeunesse. Les partis de la démocratie bourgeoise, éliminés de la scène, sont contraints d'abandonner la jeunesse à la révolution ou au fascisme. Le bolchevisme, dans l'illégalité, fut toujours le parti des jeunes ouvriers. Les mencheviks s'appuyaient sur des milieux supérieurs et plus âgés de la classe ouvrière, non sans en tirer une certaine fierté et considéraient de haut les bolcheviks. Les événements montrèrent impitoyablement leur erreur : au moment décisif, la jeunesse entraîna les hommes d'âge mûr et jusqu'aux vieillards »⁷.

De fait, l'un des signes les plus évidentes de la bureaucratisation et de la sclérose des organisations réside toujours dans leur incapacité à attirer les jeunes et dans le vieillissement de leurs membres : c'est vrai aujourd'hui au PCF, dans les principaux syndicats, mais aussi à LO et au PT. Inversement, c'est bien souvent des jeunes qu'est venue la contestation contre les bureaucraties dans le mouvement ouvrier. Ce fut le cas par exemple au sein du PCF lors de la crise de 1931, dite du groupe « Barbé-Célor », dirigeants des Jeunesses communistes accusés par l'appareil stalinien de tenir des réunions fractionnelles clandestines au sein du parti et taxés de « gauchisme » ; ce fut encore le cas pendant la guerre d'Algérie lors de la crise dite « Servin-Canova », et ses rebondissements en 1965 quand, à l'issue d'un travail d'opposition puis de fraction à l'intérieur de l'Union des étudiants communistes (UEC), une centaine de jeunes militants (parmi lesquels Alain Krivine) furent exclus et fondèrent la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière),

¹ Témoignage de Bernard Ducamin, in *De Gaulle en son siècle. Moderniser la France*, Paris, Institut Charles de Gaulle/Plon/La Documentation française, 1992, p. 388.

² Lénine, Lettre à A.A. Bodanov et S.I. Goussev, 11 février 1905, in *Textes sur la jeunesse*, op. cit., p. 151.

³ Lénine, Lettre au comité de combat près le comité de Saint-Pétersbourg, 16 octobre 1905, *ibidem*, p. 162.

⁴ Lénine, « *La crise du menchevisme* », *Proletari*, 7 déc. 1906, *ibidem*, p. 183.

⁵ Lénine, « *L'Internationale de la jeunesse* », *Recueil du Social-Démocrate*, déc. 1916, *ibidem*, p. 212.

⁶ Léon Trotsky, *Programme de transition*, chapitre XX.

⁷ Léon Trotsky, « *La Révolution trahie* » in *De la révolution*, Paris, Éditions de Minuit, 1963, p. 545.

ancêtre du Parti socialiste, connaît elle aussi plusieurs sécessions de ce type, notamment chez les Jeunesses socialistes de la Seine influencées par le groupe de Marceau Pivert et les trotskystes qui y pratiquaient l'entrisme dans les années 1930, puis au début des années 1960 quand une majorité de jeunes socialistes allèrent rejoindre des partis tout nouvellement fondés, qui se disaient anticapitalistes et revendiquaient l'indépendance de l'Algérie : le Parti socialiste autonome (PSA) puis le Parti socialiste uniifié (PSU).

Pour toutes ces raisons — spécificité de l'exploitation et de l'oppression capitalistes à l'égard des jeunes, force insurrectionnelle d'une partie de la jeunesse —, il faut proposer des revendications transitoires particulières pour les jeunes travailleurs, les lycéens et les étudiants.

Mais surtout, il est essentiel que les jeunes révolutionnaires puissent agir avec la spontanéité, l'énergie et l'enthousiasme qui sont les leurs, même s'ils n'ont pas encore totalement assimilé le programme communiste. Cela demande en effet une longue expérience militante que, par

définition, ils ne peuvent avoir, mais qui ne saurait les empêcher d'agir avec force et efficacité. Il est tout aussi nécessaire que les jeunes puissent discuter sur une base égalitaire, donc dans un cadre où ne pèsent pas la pression et l'autorité des militants plus âgés. C'est la raison pour laquelle il est impératif qu'ils disposent d'une organisation indépendante, où ils puissent s'exprimer et agir librement, hors de tout rapport hiérarchique.

**Laura Fonteyn
(fin 2007)**

Grève des universités (2009) : bilan et tâches à venir pour les anticapitalistes

La grève universitaire de 2009 fut inédite par son ampleur, la rapide mise en place de cadres d'auto organisation et le fait qu'elle ait été impulsée par les enseignants. Après plus de trois mois de luttes, elle a cependant subi une défaite. Il s'agit d'en faire le bilan et d'en tirer quelques enseignements.

Aucun recul significatif du gouvernement

Si le mouvement a d'abord été lancé sur les revendications de retrait des réformes du statut des enseignants-chercheurs (EC) et des concours de l'enseignement (« masterisation »), le mot d'ordre d'abrogation de la LRU a été dans un premier temps lancé par les étudiants, et mis en avant, au niveau national, par la 1^{ère} coordination nationale étudiante (CNE)¹ de Rennes les 14 et 15 février. Un mot d'ordre, qui même chez les

étudiants, ne s'est pas imposé facilement comme le centre des revendications, d'aucuns pensant qu'il était nécessaire de rester avant tout sur ligne corporatiste des enseignants-chercheurs. Toutefois, il a ensuite été repris par la Coordination Nationale Universitaire (CNU)², donc par les enseignants, bien que de manière partielle, mais nous y reviendrons.

Or, sur aucune de ces revendications principales, le gouvernement n'a amorcé le moindre recul significatif. Pécresse a fait de nombreuses réécritures du décret modifiant le statut des EC, sans remettre en cause le cœur de cette réforme : la modulation du service des enseignants et la fin de la règle des 192 heures d'enseignement annuel pour tous. Dans un premier temps, seuls des syndicats minoritaires (Autonome Supérieur, SGEN-CFDT, UNSA) de l'enseignement supérieur ont

accepté de participer aux négociations que la CNU a systématiquement rejetées. La force de la mobilisation et le poids de la CNU ont alors contraint les bureaucrates du Snesup (syndicat majoritaire chez les EC) à refuser de négocier. Cependant Pécresse a joué la provocation en faisant adopter le décret par le conseil d'État dans la pire de ses versions, et en plein pendant les vacances universitaires, espérant probablement que celles-ci casseraient la mobilisation.

Darcos, quant à lui, a annoncé le report de la réforme des concours de l'enseignement à 2011. En aucun cas cela ne correspond à un recul significatif de la part du gouvernement. C'est la stratégie classique de report des contre-réformes pour mieux les adopter une fois que les mobilisations ont été cassées. Darcos est un habitué de ce genre de manipulation, puisqu'il a reporté d'un an la réforme des lycées, pour mieux la mettre en œuvre, après une opération de communication et de « consultation » des lycées confiée à Richard Descoings, directeur de Sciences Po. Le seul recul réel concerne le gel des suppressions de postes dans l'enseignement supérieur pour 2010 et 2011.

¹La CNE est constituée de délégués étudiants élus dans les AG étudiantes. Les coordinations nationales étudiantes permettent d'établir une plate-forme de revendications et des perspectives communes sur la base dans mandat des délégués des différentes AG.

²La CNU est constituée de délégués enseignants, étudiants et des personnels non-enseignants (BIATOS). Les enseignants (qui ont lancé la mobilisation) y sont sur-représentés par rapport aux personnels non-enseignants et aux étudiants, et cela n'a malheureusement jamais pu être corrigé, malgré quelques tentatives en ce sens.

Enfin, il n'y a pas eu de recul concernant la LRU. Cependant, Sarkozy a dû intervenir lui-même à plusieurs reprises pour défendre le principe d'autonomie des universités, alors que jusqu'à présent le gouvernement était totalement silencieux sur cette question. Cela prouve que la revendication de l'abrogation de la LRU a gagné une importance telle que Sarkozy est obligé de venir lui-même défendre cette loi.

L'alliance des bureaucrates, des présidents d'université et du gouvernement pour imposer la tenue des examens

Fin mai, seules cinq facs sont encore bloquées : Toulouse-II Le Mirail, Caen, Amiens, Lorient (partiellement) et Orléans (partiellement). Celles qui ont tenu le plus longtemps sont en général celles où un syndicat de lutte puissant (par exemple la FSE à Toulouse-II) aide les étudiants à déjouer les pièges tendus par les bureaucrates. Ainsi, dans quatre des cinq universités encore bloquées, la FSE a un rôle prépondérant.

Pourtant, le mouvement se termine au niveau national. Il aura duré pendant plus de trois mois, au cours desquels la mobilisation est restée globalement très forte jusqu'à l'approche des examens. Souvenons-nous que le mouvement des enseignants du secondaire de 2003 avait buté sur la question de la tenue du bac : les grévistes n'avaient pas eu la force de déborder les bureaucrates qui ont mis tout leur poids pour que le bac se tienne normalement (tout en faisant croire que cela était compatible avec la poursuite de la mobilisation), alors que le blocage du bac était l'arme fatale des grévistes face au gouvernement.

La question des examens s'est trouvée être un enjeu crucial dans la poursuite de la grève. Alors que dans de nombreuses universités et UFR il n'y a eu quasiment aucun cours du semestre, le gouvernement a martelé que les examens devaient se tenir et que des rattrapages devaient être organisés. **Il s'est agi**

pour lui, en agitant la menace de la non-validation du semestre, de faire revenir les universités à une situation normale, c'est-à-dire de casser la grève. Darcos n'a pas hésité à menacer directement les étudiants grévistes en affirmant le 11 mai sur RTL « *qu'on ne donnera pas des diplômes à ceux qui auront fait en sorte que les universités ne fonctionnent pas* ». En effet, la tenue d'examens dans la situation actuelle revient concrètement à devoir arrêter la grève pour mettre en place des cours, voire des rattrapages, en décalant ainsi le calendrier, et donc en pénalisant les étudiants qui travaillent en juin, ou qui ne peuvent pas rester sur leur lieu d'étude. Il était donc primordial de se battre pour la non-tenue des examens comme y a appelé la 9^{ème} CNU dans une motion intitulée « *Nous ne tiendrons pas les examens !* ». Mais cela doit aller avec la validation automatique du semestre pour tous les étudiants. De nombreuses AG se sont prononcées en ce sens.

Pourtant, alors que la question des examens représentait une arme redoutable face au gouvernement, l'ensemble des bureaucrates des différentes organisations de l'enseignement supérieur ont fait bloc pour que des examens aient lieu, et donc mettre un terme au mouvement. Dans un communiqué du 12 mai, elles affirment : « *La validation du semestre et l'obtention des diplômes doivent reposer sur une juste évaluation des étudiants. Celle-ci suppose la mise en œuvre d'aménagements de la fin de l'année universitaire (report du calendrier de sessions d'exams, compléments de formations, cours de rattrapages, meilleure prise en compte du contrôle continu, modifications du contenu des épreuves ou de leur forme, etc.)* » (SNESUP-FSU - SNCS-FSU - SNEP-FSU - SNTRS-CGT - UNEF - SLU - SLR). Les menaces du gouvernement et la trahison des bureaucrates ont été globalement efficaces puisque la plupart des universités ont progressivement débloqué, et les CA et UFR ont mis en place des examens plus ou moins aménagés.

L'exemple de Paris-IV Sorbonne

L'université Paris-Sorbonne (Paris-IV) où la mobilisation a été massive à la fois chez les étudiants, les enseignants et les BIATOS (personnels des universités) en est devenu l'emblème dans les médias. En effet, à Paris-IV, dont le président Molinié s'est présenté comme un des acteurs principaux de la grève, le conseil d'administration (CA) s'est, dans un premier temps, prononcé pour la neutralisation du semestre en dernier recours et à condition que cela soit accepté par le ministère (ce qui revient, en principe¹, à accorder l'année universitaire avec un seul semestre).

Mais par un retournement spectaculaire, l'AG du 19 mai a voté la reprise des cours sur quatre semaines et la tenue d'examens, c'est-à-dire non seulement l'arrêt de la grève et l'abandon de la neutralisation du semestre, mais un report de calendrier avec des rattrapages de cours. Ce revirement soudain fait suite aux menaces de suspendre Molinié de ses fonctions et de mettre l'université sous tutelle du rectorat pour mettre en place des examens sous protection policière. Celui-ci voulant garder sa place a renoncé à la neutralisation, et des enseignants mobilisés sont intervenus dans son sens en AG. Les étudiants grévistes de Paris-IV ayant pour la plupart beaucoup d'illusions envers leur président n'ont pas été capables de s'opposer à ce chantage et ont donc très majoritairement voté ce qui revenait à l'arrêt de la grève. Il est crucial d'expliquer que *tous* les présidents

¹ En principe seulement. Ainsi, à Grenoble-III, le président d'université a organisé lundi 11 mai un référendum où les étudiants étaient appelés à choisir entre la tenue des examens et la neutralisation du semestre (l'option « validation automatique » était curieusement hors du champ du référendum...). Désavoué par les étudiants qui ont choisi à 60 % la neutralisation, le président (bien embarrassé) précise désormais que la neutralisation implique que les étudiants devront (si cette option était finalement mise en œuvre, ce que le gouvernement refuse) l'année prochaine obtenir les crédits du semestre neutralisé...

d'université, par-delà leurs nuances, sont des piliers de l'ordre existant et qu'ils se rangeront toujours, en dernière instance, du côté du pouvoir.

Cet exemple a témoigné d'une faiblesse plus générale du mouvement : il reposait trop sur les enseignants-chercheurs et les présidents d'université ; or leur place dans le système rend inéluctable qu'à un moment ou à un autre, leur lutte entre en contradiction avec leur poste.

Quelques autres exemples édifiants

À Nancy-II, les bureaucrates du Snesup et de l'Unef ont été à la manœuvre pour aider le président à débloquer la fac. Lundi 18 mai, les étudiants ont refusé un plan de reprise adopté par le conseil d'administration (par 531 voix contre 443). Depuis, le président a fermé l'université, et les bureaucrates ont fait le forcing pour imposer un nouveau plan de reprise (à peine amendé) aux étudiants. Lundi 25 mai, l'AG a, la mort dans l'âme, adopté le plan des bureaucrates et du président de l'université. A Bordeaux-III, le président a réussi à imposer (avec la caution des bureaucrates) un référendum donnant le choix entre la reprise totale et la reprise partielle assortie d'une clause disant que les

examens ne pourront se tenir que si les réformes sont retirées. Les étudiants ont choisi cette dernière option, mais il est évident que c'était un piège : l'activité ayant repris, le président imposera les examens et les étudiants n'auront certainement pas la force de s'y opposer.

Le soutien des bureaucrates au gouvernement aura donc été très efficace pour venir à bout d'une grève qui pourtant tenait depuis plus de trois mois. Dans ce contexte il est donc extrêmement problématique que le NPA n'ait pas fait du combat contre les directions syndicales bureaucratiques une priorité, mais qu'il ait en plus prétendu, par le biais de la commission université-recherche réunie le 5 mai, que « les pressions de la base ont permis que le syndicat majoritaire (Snésup-FSU) reprenne assez largement à son compte les préalables à toute négociation définis par la coordination nationale », ce qui est faux comme nous allons le voir.

L'absence de perspectives interprofessionnelles

Le CPE l'a bien démontré : les étudiants commencent à représenter une menace pour le gouvernement dès lors qu'ils entraînent la classe ouvrière derrière eux. À eux seuls, les

étudiants, lycéens, enseignants ne représentent pas de menace économique pour le gouvernement. La nécessité de la construction de l'interpro est vital aux universités.

En refusant de faire de l'abrogation de la LRU son axe central, la coordination universitaire s'est isolée des personnels de l'université. Mais à échelle plus large, l'absence de perspectives nationales a été un frein très important au mouvement. Beaucoup ont senti le besoin d'une coordination interprofessionnelle et ont mis en place des rencontres, diffusions, participations à des AG mutuelles avec plusieurs secteurs mobilisés (hôpitaux, EDF, mais aussi travailleurs du privé), souvent d'ailleurs à l'initiative de militants du NPA. Mais ces initiatives justes, qu'il nous faut généraliser, ne suffisent pas. Ce sont bien les grosses centrales syndicales qui dirigent aujourd'hui le mouvement ouvrier. C'est à leur appel que descendant ou ne descendant pas 3 millions de travailleurs dans la rue. C'est donc bien elles qui portent le poids de la défaite du mouvement. Cette année, malgré la grève générale en Guadeloupe et la forte mobilisation universitaire, elles ont refusé d'appeler à une convergence des luttes.



La mobilisation des enseignants-chercheurs

Il est important de rappeler que parmi tout le corps enseignant, les plus mobilisés ont souvent été ceux au statut le plus précaire, les plus sujets à subir les nouvelles réformes et le coup abominable porté par la LRU aux universités.

Mais beaucoup des « limites » de la mobilisation des enseignants-chercheurs tient à leur place même dans la société capitaliste. Ils ont une dépendance vis-à-vis de l'État. Ils créent les matériaux de l'idéologie dominante. Bien sûr il y a une liberté d'expression qui demeure encore, et pour la préservation de laquelle nous nous battons. Mais les intérêts matériels des enseignants-chercheurs ne sont pas fondamentalement opposés à ceux du système capitaliste. Cela explique entre autres choses leurs réticences à se saisir de la question de l'interpro, ainsi qu'à mener un mouvement de grève qui en soit réellement un.

Un phénomène nouveau : l'auto-organisation des enseignants-chercheurs

Si l'on revient sur ces trois mois de mobilisation, on peut faire le constat qu'elle avait une base assez solide en ce qui concerne les enseignants. Nous soulignions lors de notre article précédent l'importance du cadre auto organisationnel qui très rapidement s'était mis en place. La Coordination Nationale des Universités (CNU) qui s'est réunie régulièrement depuis le début du mouvement, héritière des luttes étudiantes récentes, a joué un rôle crucial dans la mobilisation actuelle. Au niveau national, c'est elle qui a donné le rythme de la mobilisation, fixé les principales dates de manifestation et les revendications. Si les délégations des universités sont composées d'enseignants-chercheurs, de doctorants, de BIATOS et d'étudiants, les premiers sont clairement majoritaires. En raison de leur positionnement de classe, on pouvait redouter un manque de combativité, une propension à arrêter la grève dès les premiers semblants de reculs du gouvernement. Or, ni les pseudo-réécritures du décret concernant le

statut des enseignants-chercheurs, ni le report d'un an de la masterisation des concours n'ont entamé la résolution et la combativité de la CNU. La 9^e CNU, réunie le 29 mars à la Sorbonne, affirmait dans son communiqué : *« Face au mépris, aux déclarations mensongères, aux manœuvres en trompe-l'œil et aux choix délibérés de passage en force, les délégués représentant 64 établissements réunis en Coordination Nationale des Universités le 29 avril 2009 en Sorbonne ont voté la poursuite de la grève dans les universités et les laboratoires. Le mouvement du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche n'est ni minoritaire, ni près de s'arrêter ».*

Dépassagement des seules revendications corporatistes et progression dans la construction de l'interpro

Si les revendications premières concernaient le décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, la masterisation des concours et le contrat doctoral, l'abrogation de la LRU qui fixe le cadre des attaques actuelles contre l'université est exigée depuis la 4^e CNU qui s'est tenue le 20 février. Une certaine ambiguïté demeure cependant d'une coordination à l'autre, puisque, si cette revendication est en première place, notamment dans la plate-forme de la 9^e CNU, elle n'est pas un préalable à des négociations, contrairement aux premières revendications.

On peut encore remarquer une réelle progression politique de la CNU dans sa compréhension progressive de la nécessité de la convergence avec d'autres secteurs en luttes. Dès la 4^e CNU, le 20 février, la logique des attaques contre l'ensemble des secteurs de l'éducation a fait prendre conscience aux délégués qu'il était indispensable d'y apporter une réponse commune « *de la maternelle à l'université* ». Elle s'est ensuite aussi prononcée pour une convergence avec la mobilisation dans les hôpitaux, puis de façon générale avec les luttes du public comme du privé¹.

Une progression dans le combat contre les bureaucraties syndicales

Au sein de la CNU s'opposaient deux lignes : d'un côté celle défendue par les organisations syndicales de l'enseignement supérieur (se battant pour un simple aménagement des réformes) et de l'autre une ligne beaucoup plus offensive, souvent soutenue par les personnels, les étudiants et les enseignants non titulaires. Cette opposition, et surtout la volonté des directions syndicales de pouvoir contrôler le mouvement, ont eu pour conséquence de n'élire aucun représentant de la CNU, ni comité national, ni porte-parole jusqu'à celle de Dijon qui s'est tenue le 16 mars. Ainsi, pendant plus d'un mois, la CNU n'avait aucun moyen de s'exprimer, de réagir à l'actualité, entre deux assemblées, laissant le champ libre aux déclarations des directions syndicales. L'élection de porte-parole a donc représenté un nouveau degré d'auto organisation du mouvement, avec l'affirmation de la CNU comme « *seule expression légitime du mouvement* »². L'équipe de porte-parole élue a pour mandat non seulement de porter les positions de la CNU et de ne pas négocier, mais aussi de réagir à « *l'actualité de la mobilisation* », de jouer « *un rôle de facilitateur organisationnel entre deux coordinations* », et faire « *le lien avec l'intersyndicale* ». Soit, plutôt que le rôle de simple porte-parole, celui de l'embryon d'un comité national de grève.

Une interpellation systématique des directions syndicales

Comme nous l'expliquions dans notre précédent article, aucune des directions syndicales du supérieur, pas même le SNESup-FSU, n'a jamais appelé à la grève. Elles se sont contentées d'appeler à des journées de manifestations, à différentes actions « alternatives ». Or la grève, dans les universités comme dans tous les secteurs, est la seule arme véritablement efficace. En refusant d'y appeler et donc de permettre son extension, elles ont été un véritable frein au mouvement.

¹ Cf. la motion générale de la 8^e CNU réunie le 6 avril.

² CNU du 16 mars réunie à Dijon.

Inévitablement, la ligne défendue par la CNU et son rôle dirigeant ont commencé à s'affronter aux directions syndicales de l'enseignement supérieur. Face à l'ambiguïté de celles-ci quant à leurs revendications, et leur attitude vis-à-vis au gouvernement, la CNU du 23 avril les met en garde : « *Elle invite toutes les organisations syndicales à se montrer intransigeantes sur ces points qui sont indissociables [le retrait du décret statutaire, le retrait du décret sur la masterisation, le retrait du contrat doctoral unique, l'arrêt du démantèlement des organismes de recherche ainsi que des engagements clairs en matière d'emploi statutaire], à ne pas se satisfaire de promesses et de demi-mesures, à n'accepter aucune négociation partielle. Leur crédibilité serait gravement compromise pour le futur s'ils devaient déroger à cette règle* »¹. Mais surtout, alors que la CNU a toujours été très ferme sur la question des négociations, le SNEsup et FO qui jusque là semblaient en accord avec la CNU en refusant d'y participer, ont accepté de prendre part aux discussions avec le gouvernement sur la masterisation. La CNU du 29 avril a réagi en adressant aux organisations syndicales une lettre ouverte dans laquelle il est dit : « *Nous sommes d'autant plus troublés d'apprendre que se déroulent en ce moment même des "rencontres" avec le gouvernement à propos de la masterisation, sur la base d'un "cadre de discussion" imposé par les ministres. Le mandat de la CNU que nous portons est extrêmement clair à ce sujet : pas de négociation sans retrait d'un projet inacceptable, pas de discussions séparées sans ouverture de véritables négociations sur l'ensemble des dossiers contestés. Nous en sommes loin !* ». Enfin, la 11^{ème} CNU, qui s'est tenue le 13 mai, appelle à la tenue d'un « meeting unitaire à la Sorbonne pour demander aux huit organisations syndicales de porter nos revendications ».

Une mobilisation restée limitée

Cependant qu'on ne s'y méprenne pas, la CNU a essentiellement regroupé les profs les plus radicaux, surtout quand le mot d'ordre d'abrogation de la LRU a été mis en avant. Son influence est toujours restée limitée chez les enseignants, comme la CNE chez les étudiants. Ainsi sa juste ligne de « non-tenue des examens » n'a pas été suivie par une majorité d'enseignants, profondément imprégnés par l'idéologie dominante et se donnant bonne conscience en justifiant leur soumission à l'ordre établi (et à ses examens) par leur souci de ne pas « sacrifier » leurs étudiants. Les enseignants-chercheurs qui constituaient alors les premières forces lancées dans la bataille, après avoir reculé face au mot d'ordre « abrogation sans condition de la LRU » pourtant seul ciment possible du mouvement, sont souvent retournés à leur cocon corporatiste, pour ensuite reprendre peu à peu les cours, cédant ainsi à la pression du gouvernement et de leurs collègues jaunes face auxquels ils ont toujours eu du mal à s'affirmer et à s'assumer. Ce sont principalement les étudiants qui ont cherché à poursuivre le combat sans céder devant l'obstacle des examens, pendant que la masse des enseignants (pourtant bien protégés par leur statut) se résignait à arrêter le combat, tout en promettant, pour certains, de reprendre à la rentrée ... On connaît la chanson !

Aucun « moyen d'action » ne saurait se substituer à l'arme de la grève

Souvent les enseignants avaient du mal à assumer leur statut de gréviste, preuve en est la multitude de dénominations accolées au terme de grève : « Grève active », « semi-grève », « grève perlée », qui ont permis aux tièdes de ménager la chèvre et le chou. Mais rappelons-le, il n'est qu'une seule forme de grève qui paie, la grève dite « dure », en fait la grève tout simplement. C'est un acquis qu'il faut utiliser correctement et de manière massive, sans honte et la tête haute.

Dans la même logique d'une « grève mais pas trop », le second

semestre est devenu celui des actions « symboliques », celles qui s'adressent aux médias, qui ne fâchent personne, qui amusent. La question du blocage ne pouvait pas toujours être à l'ordre du jour, surtout dans des facs où les étudiants n'étaient pas massivement mobilisés. Mais elle restait un objectif politique à atteindre, et pour lequel se battre. Mais rapidement on lui a substitué des actions de types cours alternatifs, cours hors les murs, ronde des obstinés, lancer de godasses... Rien qui bloque, rien qui embête, en fait rien qui serve à autre chose qu'à faire savoir que nous sommes en colère.

Mais le message n'a pas été compris, il ne s'agissait pas de remplacer les blocages par ces actions à fort potentiel médiatique, mais d'utiliser ces dernières pour mobiliser et aller vers une grève avec piquets, pas comme une fin en soi. Rien n'est plus efficace et plus dérangeant que la mise en place de piquets de grève tenaces. Malheureusement, bien souvent nos camarades du NPA-jeune, bien loin de critiquer eux aussi le recours trop systématique à ces paravents médiatiques, les soutenaient coûte que coûte contre le recours au blocage.

L'importance du rôle des étudiants dans la concrétisation de la grève

Par ses limites, la grève des enseignants-chercheurs n'a pas été telle qu'elle libérait les étudiants en les empêchant d'aller en cours. C'est donc à ceux-ci, souvent forts de leur expérience des luttes étudiantes récentes, qu'est revenue la concrétisation de cette grève. L'intervention des syndicats de lutte étudiants (SUD et FSE) et la mouvance autonome ont été décisives pour lancer les premiers piquets de grève. Les dernières mobilisations étudiantes, contre le CPE et contre la LRU l'année dernière, ont montré que le seul moyen pour rendre réel le mot d'ordre de la CNU « l'université s'arrête » est d'empêcher l'accès aux cours, que ce soit par des piquets de grève bloquants, ou par le « printemps des chaises » (retirer toutes les chaises des salles de cours pour empêcher qu'ils se tiennent).

¹ Cf. Le communiqué du soir de la 7^e CNU réunie le 23 mars.

Après une montée en puissance en février et début mars, une quarantaine d'universités (la moitié) ont été bloquées fin mars, avant l'entame d'une lente décrue en avril et en mai.

De même, l'entrée des étudiants dans la mobilisation, avec une première coordination à Rennes-II les 14 et 15 février, a permis que l'abrogation de la LRU soit placée au cœur des revendications. L'ayant déjà combattue l'année précédente, ils ont d'emblée compris qu'on ne pouvait pas se battre seulement contre les attaques qui en découlaient, et qu'il s'agissait du mot d'ordre qui pouvait unifier étudiants, personnels et enseignants.

Une mobilisation étudiante plus difficile après la défaite du premier mouvement contre la LRU

Cependant la mobilisation étudiante a été plus difficile et inégale qu'en 2006 ou 2007. Après la défaite du premier mouvement contre la LRU où les étudiants sont restés isolés, ce n'était pas eux qui étaient en mesure d'impulser une nouvelle mobilisation. La grève lancée par les enseignants a rouvert la situation, mais certaines universités très mobilisées contre la LRU en 2007 ont connu une mobilisation très faible cette année (par exemple Tolbiac). Dans certaines universités devenues des bastions de la lutte, la présence de sections syndicales de lutte bien implantées ont permis de surmonter le poids de la défaite, comme à Lyon-II, Caen, Toulouse-II, Rennes-II, Amiens, Bordeaux -II... Mais le mouvement n'a pas été globalement massif chez les étudiants, qui pour beaucoup ne se sentaient pas concernés par des revendications qui à leurs yeux n'impliquaient que les enseignants.

S'il était juste d'appeler à la mise en place d'une coordination nationale étudiante (CNE) autonome (pour que les étudiants puissent établir leurs propres revendications et développer un mouvement qui ne soit pas dépendant de celui des enseignants, notamment dans la mesure où l'on ne savait pas combien de temps ils seraient prêts à tenir), elle n'a pas joué dans cette grève un rôle important, sauf au tout début, en

mettant au premier plan l'objectif d'abrogation de la LRU.

L'auto-organisation est un réflexe acquis du mouvement étudiant, mais certains débats le sont aussi et ont très vite cristallisé les discussions. Ces débats portent principalement sur le fonctionnement même de la coordination et sur la question de l'élargissement de la plate-forme de revendications. Ce phénomène est évidemment dû à une situation où le mouvement universitaire est resté isolé. Peu d'éléments nouveaux sont venus alimenter les débats qui se sont répétés dans les mêmes termes de coordination en coordination. Concernant le déroulement des coordinations, on s'est dirigé très vite vers des types de mandats impératifs stricts et des votes en bloc pour les délégations, faisant ainsi des mandatés des machines à voter au mot près. Ce fonctionnement s'est développé en réaction aux manœuvres de certaines organisations, pour faire passer leurs positions, et non celles des AG par lesquelles certains de leurs membres étaient mandatés. De même, afin de se donner les moyens de peser, il était nécessaire de la doter d'un comité national de grève, ou au minimum d'un secrétariat qui aurait eu la tâche d'assumer sa continuité entre chacune de ses assemblées, comme cela a en partie été fait pour la CNU. Malheureusement, un secteur important des étudiants y est très hostile, voyant là une structure inutile qui permettrait aux bureaucraties et aux organisations de noyauter le mouvement. Or c'est justement parce que le mouvement reposant sur l'auto-organisation ne se donne pas ce type de moyen que des organisations comme l'UNEF ont la voie libre pour s'auto-proclamer représentants du mouvement. Cette polarisation entre la mouvance dite « autonome » et ceux qui défendaient avant tout les intérêts de leur organisation a conduit beaucoup d'étudiants mobilisés à une conception très limitée du rôle des coordinations, comme ne devant être que l'addition des différentes AG et n'être que leur reflet à l'échelle nationale. Au contraire il est primordial de montrer qu'il y a une différence qualitative entre les AG et la coordination nationale qui, sur la

base des mandats des différents délégués, doit être l'instance dirigeante du mouvement, seule légitime, étant le fruit de l'auto organisation. Cette défiance vis-à-vis d'un comité national de grève et la crispation sur le mandat impératif s'expliquent bien sûr par les manipulations de l'UNEF, mais le NPA y a malheureusement lui-même participé. En effet, beaucoup de ses militants ont défendu un type de mandat libre ou dit « semi-impératif » et dans les coordinations, ont voté selon leurs propres orientations plutôt que celles de leurs AG. Une telle attitude a souvent entraîné une grande défiance à l'égard du NPA, mais aussi des positions qu'il défendait.

Les coordinations nationales (étudiantes à la base) montrent un pas en avant vital de démarcation vis-à-vis des directions syndicales. Elles permettent aux étudiants mobilisés de s'auto-organiser. Ne dirigent le mouvement que ceux qui le constituent. Lors des coordinations anti-CPE, l'UNEF s'y opposait, comprenant qu'elle y perdrat en « légitimité » ; mise devant le fait accomplie, elle essaie maintenant de les contrôler (même de manière anti-démocratique).

Beaucoup d'étudiants comprennent que les directions bureaucratiques sont un obstacle à la lutte. Mais beaucoup en viennent à penser que toutes les directions en sont et que le « principe même de direction », voire de l'organisation, est un obstacle à la lutte.

La démarche qui consistait à s'organiser en dépassant les organisations traîtres (via AG, coordinations, mandats) devient une lutte contre toute forme d'organisation et se matérialise par l'imposition de mandats strictement impératifs (à la lettre près !) et de méfiance systématique à l'égard de toute personne organisée politiquement (méfiance qui peut être levée dans bien des cas).

Les militants du NPA ne doivent donner aucun grain à moudre à ce type de méfiance. Tout en nous battant pour nos positions, pour notre ligne, nous devons être les plus respectueux de nos mandats : ne prendre part au vote que sur des questions abordées en AG, et rendre des comptes de ce que nous avons

fait. En revanche nous ne devons pas céder et demander des mandats strictement impératifs (il faut cependant les respecter si c'est ce que l'AG nous a confié), ni « semi-impératifs », mais pour des mandats : des mandats comme en ont eus tous les mandatés de l'histoire du mouvement ouvrier. Des mandats qui soient politiques, explicites, mais qui nous laissent la possibilité de trancher certaines questions, si notre AG s'est prononcée à leur sujet.

Une question qui a encore polarisé les coordinations étudiantes et a souvent failli les conduire au clash, est celle de l'élargissement des revendications. Cette question était posée de façon totalement abstraite, comme un principe en soi. Cet élargissement consistait pour certains à accumuler les revendications autres qu'universitaires, tout à fait justes en elles-mêmes, mais sans articulation avec le mouvement étudiant, sans réflexion sur la façon dont cela permettrait de construire le mouvement. Beaucoup de délégués et d'AG ne comprenaient donc pas l'intérêt d'un tel élargissement, et les débats s'enfermaient dans une discussion stérile. Il était au contraire très important de pouvoir s'appuyer sur des revendications communes avec d'autres secteurs en lutte, comme les hôpitaux, EDF-GDF, ou les luttes des travailleurs du privé contre les licenciements et pour le paiement total des jours de chômage technique, pour appeler à aller vers ces secteurs, à pour les rencontrer, pour créer des liens entre les étudiants et les travailleurs. C'est seulement ainsi qu'auraient pu être créées des convergences pour unir nos mouvements et être bien plus forts face au gouvernement. Dans une période caractérisée par la montée des luttes et où pouvait se poser la perspective de la grève générale, il était primordial de mettre en avant une telle ligne.

Nécessité de construire une grande organisation étudiante de lutte

Le rôle des étudiants dans la mobilisation a donc été important mais limité, notamment suite au poids de la précédente défaite, mais aussi parce qu'il manquait une organisation de lutte suffisamment importante pour entraîner plus d'étudiants et pour contrebalancer le poids des bureaucraties. On constate que les universités où les syndicats de lutte, et plus particulièrement la FSE, sont bien implantés, la mobilisation, et notamment les piquets de grèves ont tenu / tiennent longtemps et que les étudiants ont pu mieux résister à la pression des examens. Mais ces syndicats de lutte restent bien trop petits et implantés dans trop peu d'universités : ils n'ont donc pas suffi à maintenir la mobilisation et la position de non-tenue des examens à l'échelle nationale. Pourtant, trois mouvements étudiants récents (CPE en 2006, LRU l'année dernière et mouvement actuel), ont formé une véritable génération militante dans les universités. Comme nous l'avons souligné, un certain nombre de questions comme la nécessité de l'auto-organisation, l'élargissement des revendications au-delà des questions universitaires, les moyens de lutte comme les piquets de grève, sont devenues des acquis. Or, deux défaites consécutives risquent de créer un reflux de cette conscience. Les étudiants qui se sont mobilisés pour certains à deux reprises risquent d'être découragés, et il va être très difficile de relancer des mobilisations à l'université. Il est donc plus que jamais urgent pour les militants révolutionnaires de travailler à la construction d'un grand syndicat étudiant de lutte, à l'échelle nationale, en convainquant un maximum

d'étudiants qui se sont mobilisés d'y participer. Il ne s'agit pas de nier le rôle qu'ont pu jouer les différents syndicats de lutte déjà existants comme la FSE, SUD, la CNT, certaines structures locales, et même certains militants de l'UNEF, mais de montrer quelles en sont leurs limites. Si la fusion de SUD et de la FSE, qui est discutée, serait un progrès dans la construction d'un tel syndicat, elle resterait encore insuffisante, notamment face à l'hégémonie de l'UNEF. Il faut donc proposer à tous les syndicats étudiants de lutte ainsi qu'aux militants combatifs de l'UNEF d'y participer, mais aussi à tous les étudiants qui se sont engagés dans les luttes récentes. A l'heure actuelle où se tiennent encore quelques AG, il est important d'y intervenir pour faire le bilan de la grève, montrer qu'un tel syndicat aurait pu contrer les bureaucraties et résister à la pression des examens, et donc inviter tous les étudiants à participer à sa création.

Il s'agit donc pour la plupart des jeunes du NPA de rompre avec leur stratégie vis-à-vis de l'UNEF. En effet, les trahisons successives de l'UNEF l'ont totalement décrédibilisée auprès des étudiants qui ont participé aux différentes mobilisations, et le fait d'en être membre, même dans un courant dont les positions sont globalement plus correctes, est la plupart du temps un obstacle pour s'adresser à eux. Si au contraire tous les militants du NPA mettaient leurs forces dans la création d'un grand syndicat étudiant de lutte, celui-ci pourrait mettre un terme à l'hégémonie de l'UNEF, et jouer un rôle crucial dans les luttes des prochaines années.

Anne Brassac

(*Au CLAIR de la lutte* n° 2,
juin 2009)



Les étudiant-e-s dans le mouvement de l'automne 2010 : jonction avec les travailleurs et manque d'une grande organisation nationale de lutte

Les universités sont entrées dans la lutte dès la rentrée : AG, manifs, blocages à partir du 18/10. La mobilisation des étudiants a renforcé les lycéens, mais elle n'a pas pu en prendre le relais pendant les vacances. Elle a été très inégale: 2000 en AG à Toulouse, Caen ou Rennes II, mais souvent moins de 500, en partie à raison des défaites passées (2007, 2009). En outre, la direction des facs et la droite étudiante ont affiné leurs méthodes, fermant les facs, barrant les AG d'antibloqueurs, etc.

Mais les acquis des mouvements antérieurs ont permis au mouvement étudiant d'être malgré tout vite avancé :

L'auto-organisation (via AG et coordinations) est une grande force du mouvement étudiant.

Les étudiants mobilisés ont compris que, dans ce mouvement, il fallait soutenir les grévistes et participer au blocage de l'économie. Presque partout il y a eu participation aux AG respectives, interpro locales et actions en commun, notamment des blocages de rail, de raffineries, de dépôts de

carburants...

Enfin, une partie des étudiants a acquis une compréhension de ce que sont les directions syndicales. Dans toutes les facs réellement mobilisées, ce sont les autonomes, la FSE, la TUUD (animée par le NPA), SUD ou des syndicats de lutte locaux qui dirigent, mais pas la majo de l'UNEF. L'exigence du « retrait de la loi sans conditions » montrent l'absence d'illusion dans les négociations.

La continuité entre les mouvements est maintenue, mais n'est pas cristallisée dans une organisation, ce qui n'est pas sans conséquences. L'interpro est certes un acquis mais il y a souvent une vision étapiste (malheureusement parfois portée par des camarades du NPA) qui consiste à vouloir d'abord construire sur sa fac, puis simplement aller vers l'extérieur. Selon nous, c'est en créant des liens forts avec les travailleurs qu'on pourra aider à la mobilisation sur les facs.

De plus, dans les facs où il n'y a pas de syndicat de lutte, la démonstration de la nature de

l'UNEF est lente, ce qui explique que l'UNEF ait pu dominer cette année les coordinations par des manoeuvres et des délégations litigieuses.

Après chaque lutte, les étudiants se dispersent dans des organisations différentes, voire restent seuls, alors que l'avant-garde étudiante serait suffisamment nombreuse pour pouvoir, structurée, mener une politique à l'égard des masses étudiantes et ne pas en laisser le monopole à l'UNEF. Il est urgent de construire une nouvelle organisation étudiante de lutte, unifiant la TUUD, SUD, la FSE et tous les étudiants avancés, fondée sur les principes de la lutte de classe, l'unité avec la classe ouvrière et l'internationalisme. A ce stade du mouvement, cela pourrait être mis à l'ordre du jour des AG et déboucher sur des rencontres nationales ouvrant un processus constituant.

**M., comité Sorbonne,
JB, comité d'Aix (13)**
(Bulletin préparatoire au congrès du NPA, fin 2010)

Syndicalisme étudiant : pour une grande organisation de lutte unifiée !

L'intervention dans les syndicats étudiants est une question qui divise le secteur jeune du NPA. Certains pensent que ce n'est pas une question importante et qu'il n'y a pas lieu d'y militer. Aucune des deux plateformes issues du SNJ ne propose de position tranchée.

Selon nous, la CNJ doit être l'occasion de mener collectivement ces débats. L'UNEF n'est ni un syndicat de masse, ni « La » référence auprès des étudiants ! La

direction de l'UNEF est étroitement liée au PS quoiqu'il existe encore localement des sections tenues par le PCF. Elle a une ligne réformiste qui la mène à collaborer avec le gouvernement. A plus petite échelle, elle assume un rôle de cogestion avec les administrations des universités (vote les budgets, applications des réformes, occupation de postes de vice-présidence, etc.). Néanmoins, cela n'est pas une raison suffisante pour ne pas y

militer. En effet, chez les travailleurs, nous expliquons qu'il faut se battre dans les syndicats majoritaires pour en arracher la direction aux traîtres. Mais ce schéma ne vaut pas dans le cas de l'UNEF. Contrairement à la CGT, l'UNEF n'est pas une organisation de masse dans laquelle des militants combattifs auraient intérêt à se battre contre une direction bureaucratique. Ici, les bureaucrates de l'UNEF ont beau se présenter dans les AG ou

auprès des étudiants comme « LE » syndicat étudiant, il n'en reste pas moins que les quelques milliers de cartes qu'elles revendiquent ne se font sur aucune base politique. En effet, leur but est de « faire » des cartes avec n'importe quelle méthode ! Dans les mouvements, il est faux de considérer que l'UNEF joue un rôle majeur. Même si sa force matérielle, institutionnelle et médiatique lui donne un certain poids, très vite, dans les facs massivement mobilisées, ses militants se font huer (non seulement par les « gauchistes », mais par une large avant-garde d'étudiants). Les derniers mouvements n'ont pas été déclenchés à l'appel de l'UNEF (celui de 2007 l'a été par un regroupement de militants de la FSE, de SUD étudiants, de la TUUD et de l'UEC, celui de 2009 par le mouvement des profs). En ce qui concerne le mouvement des retraites de cet automne, l'UNEF a été à l'initiative d'un collectif jeune « la retraite, une affaire de jeunes » dont l'appel stipulait que «les jeunes refusent d'être les grands oubliés du débat qui s'ouvrent et exigent du gouvernement qu'il renonce à l'allongement de la durée de cotisation. Nous demandons à être associés aux discussions en cours». Ce cadre a pu permettre de sensibiliser les jeunes sur la question et d'organiser des AG dans les facs dès la rentrée, mais la perspective de l'auto organisation des jeunes était clairement freinée par cette structure dirigée par l'UNEF ne recherchait, à l'instar des directions syndicales CGT, CFDT, SUD, qu'à négocier avec le gouvernement sans construire véritablement la grève générale.

C'est pourquoi, militer en tendance à l'UNEF comme les camarades de la TUUD le font, nous paraît erroné. En effet, toute l'énergie consacrée au combat interne contre une direction bureaucratique ne mérite d'être mené que dans les syndicats de masse, mais c'est du temps perdu quand il n'y a presque personne à gagner !

SUD étudiant et la FSE, des syndicats de lutte !

SUD-Étudiant, la FSE et quelques groupes locaux se montrent à l'avant-garde des luttes. Ils font un travail méticuleux d'information sur les réformes, mettent toutes leurs forces au service de l'auto-organisation pendant les mouvements et, en périodes « creuses », font un travail syndical de base pour aider les étudiants à défendre leurs intérêts matériels et moraux et à progresser dans leur conscience politique. Il ne s'agit pas de nier les limites politiques de ces organisations, mais de voir qu'elles ont avant toute chose un rôle positif et vital dans les mobilisations et dans l'avancée de la conscience étudiante.

Cependant, si la progression de SUD et de la FSE est significative, elle se heurte à la faiblesse de ces organisations (qui décourage beaucoup d'étudiants participant aux mouvements) et dans leur sectarisme d'organisation (après chaque mouvement chacune croit pouvoir se développer grâce à la seule ligne qu'elle y a défendue, mais doit rapidement déchanter). Ce sectarisme fait que, s'il y a eu plusieurs tentatives et rapprochements entre les deux organisations, elles ont pour le moment systématiquement échoué. Toutefois, depuis la fin 2010 le processus de fusion a été relancé.

Unifier les syndicats de lutte et construire une grande organisation de lutte

Constatant les échecs des mouvements étudiants de ces dernières années, de l'ampleur de la division syndicale et l'absence de véritable perspective de construction pour le syndicalisme étudiant de lutte dans ces circonstances, il est central qu'une unité organisationnelle du syndicalisme étudiant de lutte se

construise rapidement. En effet, les mouvements étudiants se sont heurtés à l'absence d'un syndicat national étudiant de lutte assez puissant pour contrecarrer les manœuvres et les trahisons de l'UNEF, notamment au sein des coordinations nationales (encore flagrantes pendant les mouvements des retraites).

Les étudiants souffrent du manque d'une véritable syndicat de lutte capable d'organiser les étudiants nationalement, de les aider tant au quotidien que dans les mouvements. L'UNEF est pourrie jusqu'à la moelle, exception faite évidemment de la TUUD, les étudiants mobilisés ne se tournent pas vers elle car il n'ont pas d'illusions à son égard, mais ni SUD, ni la FSE ne constituent à ce stade des noyaux suffisamment forts pour offrir une alternative à l'échelle nationale. La seule solution est donc de fusionner la TUUD, SUD, la FSE et les étudiants qui ont été à l'avant-garde des mouvements.

En tant qu'anticapitalistes et révolutionnaires, il nous faut être audacieux : nous sommes présents dans la TUUD, la FSE et SUD-Étudiant. Si nous décidions d'unifier tous nos efforts pour construire ce grand syndicat national étudiant de lutte, nul doute que nous parviendrions à en convaincre la majorité des militants de la TUUD, de la FSE et de SUD-Étudiant et que nous aurions la force d'impulser ce processus. L'UNEF en serait immédiatement affaiblie et pourrait être marginalisée en quelques années. Et surtout, un tel processus susciterait à l'évidence un large enthousiasme dans l'avant-garde étudiante qui est apparue au cours des mouvements de ces dernières années et qui se doterait ainsi, enfin, d'un véritable instrument syndical pour les prochaines luttes inévitables.

M. et R., comité Sorbonne
(Bulletin préparatoire à la CNJ
du NPA, avril 2011)

Contribution sur le mouvement autonome

L'essor des mouvements étudiants nous fait assister à celui de la mouvance autonome. La présente contribution entend donner des éléments d'explication des causes d'un tel développement, en même temps qu'elle essaye de proposer une politique à l'égard de ce courant. Nous tenons à préciser que ce texte va bien sûr commettre de vulgaires généralisations concernant les mouvances autonomes. Ils représentent beaucoup de courants très différents. Nous nous attachons ici principalement à ceux que nous connaissons par les mouvements universitaires. Leurs visions théoriques et programmatiques vont sûrement être simplifiées ici, ce n'est pas dans le but de la caricature mais bien pour essayer de centrer les différences fondamentales.

I. La nécessité d'aller au dialogue

Les jeunes séduits par la mouvance autonome, sont souvent motivés par un profond et sincère sentiment de révolte. Ils sont de fait à l'avant garde de beaucoup de luttes universitaires. Ils le sont avec leurs méthodes, avec leur idéologie, et y compris avec leur vision de l'avant-garde, mais ce sont eux qui animent beaucoup des mouvements, et contribuent à leur radicalisation.

Les balayer d'un revers de main en les traitant de gauchiste (quoique la caractérisation soit exacte) ne résout pas la question de savoir comment l'on s'adresse à eux. Si nous voulons nous développer, gagner les jeunes les plus radicaux et les plus révoltés, il nous faut avoir une politique à l'égard du mouvement autonome, sinon c'est lui qui gagnera ces jeunes là. C'est une idéologie bien souvent individualiste en dernière

instance, qui se pose davantage la question de l'épanouissement du militant en tant qu'il milite, plutôt que des solutions objectives pour pouvoir changer le monde. C'est également une idéologie souvent de type idéaliste, qui pense qu'il faut changer les mentalités avant de changer la société. Dans une période qui suit une longue crise du mouvement ouvrier, et des attaques de toute part visant à anéantir le marxisme jusque dans ses fondements (le matérialisme historique), ce type d'idéologie se développe facilement. Et son développement est d'autant facilité que la place de la radicalité a été laissé vacante par les réformistes de tout poil. Les directions syndicales et leur politiques traître ont contribué à dénigrer le principe même de la syndicalisation voire de l'organisation ; et l'adaptation de la « gauche » et des PC au système a tendu à contribuer à l'image du « tout se vaut » ; enfin avec la chute du mur de Berlin tout espoir d'une autre société possible s'est effondré.



<http://fragmentdetags.wordpress.com/2011/06/18/a-bas-lestat-les-flics-et-les-patrons/>

Mais dans ce contexte de recul de l'idéologie marxiste, le capitalisme, lui, n'a pas cessé d'être le système barbare de l'exploitation sans merci et du toujours plus de profit. La peur de l'avenir devient croissante chez les jeunes. Les emplois stables vont manquer, la précarité va croissante et touche

de plus en plus de jeunes. Y compris dans la petite bourgeoisie, ce sentiment d'insécurité face à l'avenir règne. La radicalité, l'envie d'en finir avec le système se développe donc avec les outils qu'elle a sous la main, qui ne sont pas ceux du marxisme. Beaucoup d'étudiants mêlent à la fois un sentiment de haine à l'égard du capitalisme, et à la fois ils sont persuadés que le communisme est une pure utopie. Alors, « plutôt que de combattre le système, passons-nous en » : l'ouverture d'un squat auto géré se substitue à la lutte de classes et faire des manifs sauvages devient un principe puisqu'il ne faut pas la police impose le trajet.

La meilleure façon de faire mourir ces courants dans l'oeuf, c'est de leur ôter la place de se développer, c'est d'avoir nous la politique la plus claire possible. Si nous refusons d'expliquer notre programme, de dire que nous sommes des révolutionnaires, que nous voulons détruire l'État bourgeois, que nous ne participons à la mascarade de ses élections que pour des raisons tactiques, etc. en somme si nous refusons d'affirmer que nous sommes des révolutionnaires, alors nous laissons la porte ouverte à ce que la jeunesse mobilisée et radicalisée nous passe sous le nez, plus attirée par le gauchisme de ces courants.

En outre, ces mouvements, eux, ont une politique à notre égard. Ils ont une critique systématique de nos positions. Dans les facs où nous voulons avoir de l'influence, nos adversaires politiques sont de fait les autonomes. Si nous ne gagnons pas en influence, c'est eux qui le feront. Il est nécessaire de pouvoir répondre à leurs critiques, fiers des idées pour lesquelles nous nous battons.

II. Quelques éléments de débat

1. Le fonctionnement des coordinations universitaires

Beaucoup de divergences avec les militants « autonomes » apparaissent sur le fonctionnement des coordinations nationales (étudiantes en général), principalement sur la question des mandats. Leur rigidité sur la question les mène à défendre une vision du mandat non seulement contre productive, mais en outre antidémocratique. Ils nient totalement la possibilité de faire confiance à un militant mandaté, ils nient l'existence d'une marge de manœuvre dans l'interprétation des mandats, et en arrivent à une vision des coordinations totalement absurde, qui pourrait être remplacée par un échange de mail avec des cases à cocher. Mais avant de se jeter en avant dans la critique de ces positions, il faut comprendre d'où elles viennent. Elles sont en fait une réaction saine à une dérive bureaucratique trop souvent observée de la part des mandatés : des mandats « semi impératifs » qui cachent des mandats libres, qui permettent aux délégués de se prononcer sur des questions qui n'ont pas été posées à l'AG. Souvent ces délégués se groupent en fonction de leurs appartenances politiques ou syndicales (ce qui en soi n'a certes rien de choquant), et ne tentent pas, avec les camarades avec lesquels ils ont été mandatés, de coller au mieux aux décisions de l'AG mais essaient de faire passer la ligne de leur organisation.

Car il faut rappeler que les coordinations nationales étudiantes ne sont pas un cadre entièrement démocratique. Les AG ne comportent ni majorité ni minorité, et empêchent donc ces dernières d'être représentées.

C'est cet état de fait qui rend les mandats stricts, qui empêche les divergences entre délégués (sauf parfois sur l'interprétation d'un mandat).

Une autre divergence fondamentale repose dans le rôle que nous voulons donner aux coordinations. Elles doivent être pour nous les organes de direction du mouvement (impliquant donc l'élection d'un comité national de grève entre deux coordinations, pour assurer la direction). Nous ne revenons pas ici sur les arguments qui ont été en cette faveur. Mais cette question montre bien que le courant autonome a beaucoup d'influence sur les mouvements. Très large est la part des étudiants qui refuse l'idée d'un comité de grève élu en donnant l'argument de la bureaucratie. Cela montre bien à quelle point la lutte idéologique est nécessaire.

2. La vision de l'avant-garde

Pour nous, l'avant-garde est avant tout une réalité. Dans tous les conflits ouvriers, étudiants, il y a de fait une avant-garde qui se distingue et qui dirige le reste du mouvement. L'avant garde existe, mais si les masses sont passives, l'avant-garde est impuissante ou ultra-gauchiste.

La question principale que nous nous posons, c'est la politique à avoir à l'égard des masses. Le mouvement autonome pense que l'avant-garde à elle seule suffit, qu'elle peut faire l'Histoire à la place des masses, et se dispense donc d'avoir une politique à leur égard.

3. La question de la violence

Sur cette question encore, la mouvance autonome part d'un constat juste : l'État est un organe de domination d'une classe sur une autre, et la prise du pouvoir ne saurait se faire

sans violence, il n'y a aucun scrupule moral à avoir à être violent envers les représentants de l'ordre bourgeois. A cela il faut leur répondre que nous avons un total accord avec eux. Oui la bourgeoisie est prête à tout, y compris à réprimer ses opposants dans des bains de sangs (les exemples ne manquent pas), et même à avoir recours au fascisme pour mater la révolution montante. Non, face à ces gens-là, nous, militants révolutionnaires, nous n'avons pas peur, pas de scrupules à être violents. Mais si nous ne faisons pas de la non-violence un principe, l'utilisation systématique de la violence n'en est pas un non plus. La seule violence qui sert, c'est celle des masses. Nous revenons ici à l'argument que nous avons donné plus haut de nos divergences sur la notion d'avant-garde. La question que se pose un révolutionnaire n'est pas « est-il acceptable moralement de tuer le patron de telle multi nationale ? », la question est : « est-ce utile ? ».

Par ailleurs nous n'avons pas à rougir (si, toujours), car quelles que soient nos divergences tactiques, entre la défense de Coupat ou de l'État bourgeois, nous n'hésitons pas un instant, et nous publions des communiqués, appelons et participons à toutes les actions de soutien contre la répression de l'État que nous combattons. Mais cela ne nous dispense pas d'expliquer que les méthodes employées ne sont à notre avis pas les bonnes.

Ces éléments très partiels entendent contribuer au débat sur la politique à mener envers une des composantes importantes des mouvements étudiants.

M., comité Sorbonne
(Bulletin préparatoire à la première CNJ du NPA, octobre 2011)

Amendements présentés par la Tendance CLAIRE au congrès de fondation du NPA (février 2009)

Amendement aux principes fondateurs

Ajouter : « Les jeunes comptent parmi les premières victimes du système capitaliste, dès l'école, que le système entend adapter à ses besoins économiques et idéologiques. Jeunes travailleurs, ils subissent une exploitation spécifique, des discriminations à l'embauche, au salaire et aux conditions de travail, que le système capitaliste prétend justifier en lui donnant des raisons de "nature" liées à l'âge. Les jeunes, travailleurs ou scolarisés, se sont aussi toujours trouvés à la pointe des révoltes et des révolutions. Les jeunes des quartiers populaires en particulier, comme l'a montré leur révolte en novembre 2005, constituent une force sociale essentielle, capable de

contester le système socio-économique et les institutions de l'État. Le NPA doit les gagner à son programme révolutionnaire et faire de cet objectif l'une de ses priorités ».

(Amendement adopté par l'AG élective d'Arles à l'unanimité, non discuté au congrès fondateur)

Amendement aux statuts provisoires

• **Supprimer** : « Il [le secteur jeune du NPA] élabore une orientation en direction de celle-ci [la jeunesse] (campagnes, matériel, journal) ».

• **Remplacer par** : « Il [le secteur jeune] constitue au sein du NPA une fédération autonome qui élabore son orientation et édite un matériel spécifique en direction de

la jeunesse (journal, tracts, etc). Cette fédération se dote des structures nécessaires à l'échelle locale, départementale, régionale et nationale sur le modèle de l'organisation générale du NPA. »

Explication : « L'importance de l'autonomie de la jeunesse est sous-estimée : nous préconisons une complète autonomie politique et organisationnelle des comités jeunes et leur propre fédération nationale ; c'est d'autant plus nécessaire qu'il est impératif de gagner progressivement au programme de la révolution les jeunes des quartiers populaires, qui se révoltent déjà, mais pour le moment sans expérience politique organisée. »

(Amendement adopté par l'AG élective de Paris 19^e par 10 pour, 7 contre, 13 abstentions.)

Le refus d'un journal jeune par le CE du NPA confirme la nécessité d'une organisation autonome de la jeunesse (octobre 2009)

Le secrétariat jeune du NPA, conformément à la décision prise au congrès, a proposé l'adoption par le parti d'un journal « jeunes » : L'Étincelle anticapitaliste – Journal des jeunes du NPA – De la révolte à la révolution. Le CE (Comité Exécutif, instance de direction du parti entre deux CPN) a estimé que cela reviendrait à avoir deux organes de presse concurrents, que Tous est à nous ! s'adressait lui aussi à la jeunesse, et qu'enfin un quatre pages suffisait bien assez. Quelques semaines auparavant, le CPN (Comité Politique National, instance de Direction entre deux Congrès) avait imposé le report de la conférence jeunes.

Ces décisions constituent clairement une violation des décisions du Congrès. Le secrétariat jeune a d'ailleurs renvoyé une réponse en expliquant cela. En

outre, les justifications du CE ne sont pas recevables : elles sont de nature pratique alors que la décision du congrès était une décision politique : vers une autonomie de la jeunesse. En fait, les raisons de fond qui poussent la direction à agir de la sorte sont bien politiques : d'ailleurs une des raisons invoquées est que le journal, et notamment son titre, trancherait « des discussions que le NPA dans son entier n'a pas résolu[es] ».

Si nous pouvons avoir certains désaccords avec le secrétariat jeune, notamment sur l'intervention dans le mouvement universitaire, nous nous solidarisons avec lui sur cette question du journal et sur le combat pour l'autonomie de la jeunesse.

Une violation de la démocratie du parti

Pour justifier son refus, le CE évoque comme principal argument qu'un journal de la jeunesse serait redondant avec TEAN, expliquant qu'il diviserait nos forces, etc. Ces arguments auraient dû être donnés au moment du congrès, mais une fois la décision adoptée par l'instance suprême du parti, elle ne peut être remise en question que par cette même instance.

Mais le secrétariat jeune a raison de rappeler que ce n'était pas la première fois qu'une décision du congrès avait été violée. En effet, le CPN de mars 2009 avait décidé de reporter à juin la première CNJ (Conférence Nationale Jeune) qui devait avoir lieu fin mars. Cette CNJ a ensuite été repoussée de nouveau...

au mois d'octobre ! Tous les secteurs du NPA qui l'ont souhaité (Enseignants, Femmes, Écologie,...) ont pu organiser une rencontre nationale. Tous, sauf le seul pour lequel la nécessité d'une conférence nationale avait été inscrite dans les statuts du parti lors du congrès fondateur !

D'un point de vue démocratique, cette situation plonge de fait le secteur jeune dans une situation intenable : le secteur jeunes du NPA signe des tracts en son nom, mène des campagnes, participe à des réunions inter-orga. Pourtant son secrétariat n'est pas doté d'un véritable mandat, du fait de la non tenue de la Conférence prévue. La direction – de fait – du secteur jeune est assurée par une sorte d'intérim : par le secrétariat qui avait été constitué et approuvé lors d'une rencontre nationale des jeunes durant le processus NPA, bien avant le congrès de fondation¹. Ni les membres du secrétariat jeune eux-mêmes, ni aucun jeune du NPA ne peut être satisfait de cette situation anti-démocratique qui va durer au minimum jusqu'à octobre !

Les camarades de Rennes s'interrogent sur la légitimité du secrétariat jeunes, qu'ils ne trouvent pas représentatif de la jeunesse du NPA. Mais force est de constater que la faute n'en incombe pas au secrétariat jeunes, mais à la direction du NPA qui nous a privés de CNJ, c'est-à-dire d'une occasion d'élire nous-mêmes nos représentants.

En outre, la direction justifie en partie son refus du journal jeunes justement avec l'argument que le secrétariat jeunes ne serait pas légitime, faute d'une CNJ ! Mais le congrès a voté pour une CNJ et un journal : si le CPN refuse de nous proposer un organe plus légitime que le secrétariat actuel, il ne saurait nous en faire payer doublement les conséquences en nous privant en outre d'un journal !

¹ Nous avions d'ailleurs mené à l'époque un combat pour qu'il soit plus représentatif des sensibilités présentes lors de cette réunion nationale.

La nécessaire autonomie de la jeunesse

De plus grandes victimes du capitalisme

Depuis plusieurs années, la jeunesse en France est bien souvent l'avant-garde des luttes de classe en général, le CPE en étant l'exemple le plus flagrant. C'est vrai dans les lycées et les universités (où nous avons beaucoup de militants), dans les luttes ouvrières, où les jeunes travailleurs jouent un rôle particulier et dans les quartiers populaires, avec les révoltes des « jeunes de banlieue »². C'est pourquoi nous qui militons pour la destruction du capitalisme devons être particulièrement attentifs à ces secteurs.



Cette tendance plus facile à la lutte s'explique par plusieurs facteurs. Les jeunes, en plus d'être victimes « comme tout le monde » du capitalisme, en sont aussi des victimes spécifiques : plus touchés par le chômage, la précarité, etc. ; Les ouvriers commençant leur carrière sont aujourd'hui dans un tel degré de précarisation, ils ont tellement peu d'assurance sur leur avenir qu'ils n'ont en quelque sorte « rien à perdre ». Les étudiants et les lycéens sont particulièrement touchés par les contre-réformes ces dernières années et ont développé une tradition de lutte et d'auto-organisation, notamment du fait du poids relativement faible des

² Certes, une partie de ces jeunes sont également lycéens (parfois même étudiants) ou de jeunes travailleurs (précaires le plus souvent). Nous les mentionnons comme une catégorie à part puisqu'une partie de leur révolte s'exprime en tant qu'ils sont des jeunes de quartiers populaires.

bureaucraties syndicales dans ce milieu. Enfin, les jeunes ont moins d'intérêts liés au système capitaliste : pour l'instant moins endettés que leurs aînés (ce qui risque de changer avec les systèmes de financement des études) et subissant moins les pressions liées aux contraintes familiales. Comme on l'a vu particulièrement avec les travailleurs d'EDF-GDF cette année, les « jeunes » ont beaucoup moins l'idée d'une « mission du service public », ils ont beaucoup moins intégré les « valeurs de la fonction publique », mais savent qu'ils vendent leur force de travail à ces entreprises comme à n'importe quelles autres et ont donc moins d'entrave à radicaliser leurs moyens d'action.

L'autonomie organisationnelle de la jeunesse, pourquoi ?

Les jeunes sont donc des victimes spécifiques du capitalisme, mais ce fait en lui-même n'explique pas la nécessité d'une organisation autonome de la jeunesse. Le parti organise la classe et défend ses intérêts. Il n'y a pas un parti par fraction de la classe ouvrière. Il ne s'agit aucunement de diviser le mouvement ouvrier en opposant en son sein les « jeunes » et les « vieux ».

Si l'organisation de la jeunesse consistait simplement à permettre aux jeunes de discuter de l'organisation de leurs mouvements spécifiques (comités de grève ou non, quelle plate-forme de revendications, etc.), on nous répondrait que n'importe quel secteur du NPA, n'importe quelle usine mériterait son organisation autonome.

La nécessité d'une organisation autonome part d'un tout autre constat. Le parti que nous construisons, le parti qui œuvre pour la transformation révolutionnaire de la société, doit se fixer pour principale tâche de former des militants, des cadres, des dirigeants capables d'intervenir dans la lutte de classe et plus encore pendant la Révolution. Nous nous formons à tirer les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier pour ne plus refaire les erreurs commises et pour mener la prochaine révolution à la victoire. Dans ce cadre, il nous faut trouver les meilleures formes pour former tous les militants

anticapitalistes à ces tâches. Or la jeunesse est par définition dans une situation où sa révolte et sa volonté de lutter ne peuvent attendre, pour se réaliser, l'acquisition d'une expérience et d'une formation comparables à celles des militants plus âgés. C'est pourquoi elle a besoin de faire ses propres expériences, de se former et de suivre ses propres rythmes sans la pression des militants plus formés. Bien sûr, dans la polémique fraternelle, ces derniers ont tout le droit de critiquer l'orientation de la jeunesse s'ils la jugent erronée. La jeunesse doit faire ses propres expériences, ses propres erreurs, et pas uniquement sur les sujets qui la concernent. Notre autonomie, celle pour laquelle nous nous battons, ne doit pas consister en un simple droit à écrire nous-mêmes nos tracts et notre journal, qui n'aborderait que les questions spécifiques à la jeunesse. Bien au contraire, nous devons nous approprier les questions programmatiques, théoriques et politiques du parti, celles du mouvement ouvrier en général, proposer nos propres analyses, proposer une orientation, une tactique... C'est seulement ainsi que la jeunesse peut progresser.

L'autonomie de la jeunesse à la lumière du mouvement contre les décrets Pécresse

Le mouvement contre les décrets Pécresse des derniers mois a montré à quel point une organisation autonome des jeunes anticapitalistes et révolutionnaires était nécessaire. De fait, malgré une présence militante importante, nous n'avons pas réussi à donner une impulsion cohérente au mouvement. Au contraire, sur certaines questions cruciales, que ce soit à l'échelle locale ou nationale, les jeunes du NPA étaient même opposés : blocage ou pas blocage, mandat libre ou impératif, actions tous les jours ou manifestations deux fois par semaine, centrage dans un premier temps sur le mouvement étudiant ou élargissement immédiat à d'autres secteurs, porte-parolat ou bureau national de grève, etc.

On pourrait considérer que ce serait au parti dans son ensemble de se saisir de ces questions, à la direction de trancher les grandes lignes, bien sûr en consultant les

jeunes, et qu'ensuite il nous faudrait appliquer la décision, comme n'importe quel secteur du parti. Nous considérons au contraire qu'il faut laisser aux jeunes anticapitalistes et révolutionnaires la direction de leurs luttes. Non pas seulement parce qu'ils sont les plus concernés, mais bien pour ce que nous avons rappelé plus haut : si nous voulons des futurs cadres, capables de diriger un parti, il faut qu'à cette époque où la fougue révolutionnaire est la plus intacte, les jeunes se créent une expérience de direction. C'est cela que signifie l'expression des statuts du NPA : « permettre à la jeunesse du parti de faire sa propre expérience et ses propres erreurs ».

La question du journal jeune ne peut donc pas être déconnectée de la question de l'autonomie organisationnelle. Au contraire, elle en découle. Dans l'exemple du mouvement contre les décrets Pécresse, le journal jeune aurait été un instrument efficace pour impulser partout l'orientation politique décidée par l'organisation de jeunesse anticapitaliste et révolutionnaire. Ce que TEAN n'aurait pas pu faire et n'avait pas fait, en raison de sa vocation plus généraliste.

La question du journal n'est qu'un des aspects de l'autonomie organisationnelle. La question de la direction jeune (et pas simplement un « secrétariat »), celle du financement autonome (sans lequel aucune réunion nationale et aucune publication nationale ne sont possibles), celle du programme anticapitaliste et révolutionnaire pour la jeunesse, etc., sont d'autres aspects tout aussi importants et qui ne peuvent être résolus de manière adéquate que par l'autonomie organisationnelle des jeunes.

Quel contenu politique a le refus du CE ?

Quelle que soit l'opinion de chacun sur l'autonomie de la jeunesse, les statuts du parti prévoient un secteur autonome au sein du NPA. Notre premier combat consiste à faire respecter cette décision.

Pourquoi la direction du parti préfère-t-elle violer une décision prise lors du congrès plutôt que d'accorder aux jeunes du NPA

l'autonomie promise pour le secteur jeunes ?

En fait, au-delà de la question de la nécessaire autonomie de la jeunesse, ce qui dérange surtout une partie de la direction du parti, c'est l'orientation même que les jeunes du NPA proposent. Le NPA a volontairement refusé de trancher certaines questions, notamment celles de la nature et des moyens de la révolution que nous voulons.

Or une bonne partie des jeunes du NPA et en particulier l'actuel Secrétariat jeune semblent avoir des idées un peu plus nettes sur ces questions : le sous-titre initialement proposé du journal en témoigne, mais également les formations organisées (sur la Commune, les Révolutions russes, etc.) et certaines orientations, comme le refus de l'électoralisme, etc. Laisser un secteur autonome de la jeunesse s'exprimer, l'aider à s'organiser, à se financer, reviendrait pour la direction du NPA à aider une des franges en son sein qui se positionne le plus clairement dans une perspective révolutionnaire à se structurer. Or une telle structuration mènerait inévitablement à la critique organisée de certaines décisions de la direction. Ce serait d'ailleurs là un des meilleurs moyens de faire progresser l'ensemble du parti. L'expérience de la jeunesse et sa radicalité amèneraient le Secteur jeune du NPA à avoir un autre œil sur l'actualité, et une orientation plus claire. Avec une intervention autonome, des publications autonomes, ces analyses pourraient devenir de vraies avancées pour le parti...

En clair, non seulement les jeunes demandent une autonomie, mais en plus ils entendent s'en servir pour défendre une ligne qui se réclame de la révolution tranchant ainsi « des discussions que le NPA dans son entier n'a pas résolu[es] ». Mais quand bien même cette orientation révolutionnaire serait une erreur de la jeunesse, si l'on respecte les statuts adoptés par le congrès, la jeunesse doit pouvoir la faire.

Pour une organisation de jeunesse autonome liée au NPA

L'attitude de la direction, freinant dès qu'elle le peut la structuration d'un « secteur jeune », montre qu'il est illusoire de penser que l'autonomie de la jeunesse puisse se développer dans le cadre d'un simple « secteur » au sein du parti. L'expérience des derniers

mois a au contraire montré que le « compromis » qui avait été accepté au Congrès entre ceux qui défendaient et ceux qui combattaient l'autonomie de la jeunesse a donné la victoire à ces derniers. Cette autonomie est urgente à réaliser car, à mesure que la crise s'intensifie, les luttes dans la jeunesse deviendront de plus en plus fréquentes et intenses. Dans ce contexte, au-delà du combat pour le respect des décisions du congrès, il

faut rouvrir la discussion sur l'idée d'une organisation autonome des jeunes anticapitalistes et révolutionnaires, qui sera selon nous indispensable pour aider à féconder ces luttes.

M., comité Sorbonne
(Bulletin de préparation à la CNJ du NPA, octobre 2009)

Pour que la jeunesse du NPA soit clairement révolutionnaire !

Le débat sur l'autonomie de la jeunesse a fait l'objet de nombreuses contributions dans le Bulletin de Discussion n°1 et, vraisemblablement, il sera un des points centraux à l'ordre du jour de la Conférence Nationale Jeune. En revanche, la question du programme que devra adopter la structure de jeunesse du NPA – qu'elle soit une véritable organisation autonome ou un simple “secteur” dans le parti – a pour l'instant été comparativement peu abordée. Or s'il est crucial, à notre avis, que les jeunes du NPA disposent d'une organisation autonome, il est tout aussi important qu'ils adoptent un programme clairement révolutionnaire.

En effet, notre insistance pour un programme révolutionnaire n'est pas une lubie, mais correspond à une nécessité objective pour l'intervention concrète. Ainsi, chaque choix programmatique débouche sur une orientation concrète et réciproquement, chaque choix d'intervention présuppose une ligne programmatique claire sans laquelle l'intervention serait confuse et en dernière instance inefficace. Cette relation organique pourrait se vérifier plus concrètement à travers les axes suivants :

1) La centralité du prolétariat et l'intervention en direction des travailleurs

Une des faiblesses majeures des “Principes Fondateurs du NPA” consiste en ce qu'ils ne définissent pas le NPA en tant que parti ouvrier, c'est-à-dire défendant les intérêts historiques du prolétariat. En effet, selon nous, c'est le prolétariat – la classe des travailleurs salariés du

capital ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non qualifiés ou qualifiés, travaillant dans les entreprises privées ou nationales – qui joue un rôle central dans le renversement du système capitaliste et l'édition du socialisme : en raison de sa place dans les rapports de production, il peut, par sa lutte de classe, bloquer l'économie et, au lendemain de la révolution, la réorganiser sur des bases socialistes.

Une des conséquence de cette faiblesse programmatique est que, pendant les premiers mois de son existence, le NPA n'a pas fait de son implantation dans les entreprises une tâche centrale (par exemple en donnant la priorité à la mise en place des comités sur les lieux de travail).

Or, avec la montée de la lutte de classe liée à l'approfondissement de la crise capitaliste, on peut voir aujourd'hui à quel point un travail préalable d'implantation dans les entreprises aurait pu donner au NPA des possibilités d'intervention bien plus importantes en direction des travailleurs en lutte.

Nous proposons donc que la structure de jeunesse du NPA affirme dans son programme qu'elle est une organisation de la classe ouvrière, visant à organiser des jeunes travailleurs (effectifs ou en cours de formation comme les apprentis mais aussi lycéens et étudiants) et défendant les intérêts du prolétariat. Cette ligne programmatique s'accompagnerait des orientations pratiques suivantes :

- Priorité à la mise en place de comités dans les Centres de Formation d'Apprentis

- Soutien systématique (matériel, logistique, financier...) aux luttes des travailleurs dans le

voisinage

- Recherche systématique de convergences interprofessions lors des mouvements lycéens et étudiants (envoi réciproque de délégués dans les AG respectives, AG communes étudiants-travailleurs en lutte, caisse de solidarité pour soutenir les travailleurs en grève...). Cette orientation a été mise en œuvre dans certaines universités lors des derniers mouvements, il s'agit d'en faire un axe principal et systématique de l'intervention des jeunes du NPA.

- Chaque comité lycéen ou étudiant met en place un travail régulier en direction d'une entreprise voisine (par exemple à travers une diffusion régulière de tracts NPA). Par cette intervention, nous pourrions d'une part nous lier avec les travailleurs de l'entreprise, favorisant ainsi les futures convergences. D'autre part, en proposant à nos sympathisants de faire ce travail avec nous, nous pourrions les sensibiliser, par la pratique, à la cause prolétarienne.

2) La nécessité de s'affronter à l'État bourgeois et de le détruire et l'intervention en direction des jeunes des quartiers populaires

Les “Principes Fondateurs” soulignent à juste titre que “l'oppression capitaliste est particulièrement présente dans les quartiers populaires où sont concentré-e-s des habitant-e-s défavorisé-e-s souvent en partie d'origine immigrée, discriminé-e-s, stigmatisé-e-s, victimes de violences

policières, et pas seulement les jeunes” et proposent que le NPA soit “présent [...] dans les quartiers populaires”. Cependant, ni les “Principes Fondateurs”, ni aucun document ultérieur du NPA, ne disent sur quels axes il faudrait intervenir. Or à notre avis, la révolte des jeunes des quartiers populaires en 2005 et les multiples affrontements entre ces jeunes et la police ces dernières années traduisent fondamentalement leur rejet de l’État capitaliste. Ainsi, notre intervention politique en direction de ces jeunes doit mettre au centre la nécessité de s’affronter à l’État capitaliste et l’objectif de le détruire par la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat allié aux autres classes populaires. Toute autre position ne serait pas à la hauteur des attentes de ces jeunes qui se sont affrontés, physiquement, à l’État capitaliste.

3) Le marxisme et la lutte idéologique à l’Université

Une grande partie des comités jeunes NPA est implantée dans les Universités, lieux de production et de diffusion non seulement de savoirs et de rudiments d’esprit critique, mais aussi de l’idéologie dominante, l’idéologie de la bourgeoisie. Or s’il est indispensable d’aider les jeunes et les travailleurs dans leur lutte économique et politique contre la bourgeoisie et son État, on ne saurait négliger la lutte idéologique contre l’idéologie bourgeoise là où elle se produit et se diffuse. Dans ce contexte, les comités étudiants ont un rôle essentiel: nous devons avoir pour ambition de concurrencer la bourgeoisie et ses sbires (enseignants “de droite” ou sociaux-démocrates) sur son propre terrain, l’Université.

Nous devons également mener la lutte idéologique contre le courant autonome qui a connu un essor important ces dernières années. Ce courant, en développant une orientation radicale (actions coups de poing, critique radicale du “système”: l’État, les patrons, les médias, mais aussi les syndicats qu’ils considèrent comme traîtres...), a pu attirer vers lui une partie des étudiants radicalisés pendant les mouvements et déçus par les organisations traditionnelles. Cependant, niant la centralité du

prolétariat et théorisant le rejet de toute organisations (syndicale ou politique), il représente un obstacle objectif pour la construction du parti révolutionnaire.

Dans ces luttes, nos armes essentielles doivent se forger dans l’appropriation et le développement du marxisme. En effet, s’il est nécessaire, comme affirment les “Principes Fondateurs”, d’intégrer les acquis de l’écologie, du féminisme, etc., on ne saurait nier que seul le marxisme a fourni une analyse scientifique et systématique du capitalisme. Ainsi notre objectif doit-il être, d’une part, de former l’ensemble des jeunes du NPA à la théorie marxiste, et d’autre part, d’utiliser cette dernière comme outil fondamental dans la lutte idéologique à l’Université. À travers cette lutte, l’objectif serait également de gagner et de former des intellectuels de haut niveau pour le parti.



Nous proposons donc de :

- Mettre en place de manière systématique des formations marxistes dans les comités jeunes ainsi qu'à l'échelle régionale et nationale ;

- Organiser dans les Universités des séminaires marxistes (en économie, sociologie, histoire, philosophie... en fonction des compétences disponibles) ;

- Développer des “Associations Marxistes Universitaires” que nous dirigerions mais qui regrouperaient plus largement des étudiants et des enseignants intéressés par le marxisme dans le but d’organiser des séminaires, des projections...;

Sur le lien entre l’organisation “adulte” et la structure de jeunesse : nous devons aider le NPA à faire la clarté sur son programme !

Le NPA s’est revendiqué au moment de sa fondation comme un parti pluraliste, regroupant en son sein plusieurs sensibilités : révolutionnaires, communistes,

libertaires, éco-socialistes, etc. Son programme reflète cette hétérogénéité dans le sens où il ne tranche pas un grand nombre de questions, pourtant fondamentales. Nous pensons pour notre part que cet état ne saurait qu’être provisoire : avec la montée de la lutte de classe liée à la crise capitaliste, les différentes orientations existant dans le Parti s’opposeront nécessairement, débouchant sur une clarification politique et programmatique.

Dans cette perspective, la jeunesse du NPA a évidemment une responsabilité fondamentale. En effet, l’Histoire a prouvé à maintes reprises que c’est dans la jeunesse que se forment les plus gros bataillons de révolutionnaires. Comme le soulignait Trotsky dans *La Révolution trahie* : “Tout parti révolutionnaire trouve de prime abord un appui dans la jeune génération de la classe montante. La sénilité politique s’exprime par la perte de la capacité d’entraîner la jeunesse. Les partis de la démocratie bourgeoise, éliminés de la scène, sont contraints d’abandonner la jeunesse à la révolution ou au fascisme. Le bolchevisme, dans l’illégalité, fut toujours le parti des jeunes ouvriers. Les mencheviks s’appuyaient sur des milieux supérieurs et plus âgés de la classe ouvrière, non sans en tirer une certaine fierté et considérer de haut les bolcheviks. Les événements montrèrent impitoyablement leur erreur : au moment décisif, la jeunesse entraîna les hommes d’âge mûr et jusqu’aux vieillards.” De la même manière, nous, jeunesse du NPA, devons jouer notre rôle de “locomotive” tirant en avant l’ensemble du parti. Ainsi, il serait gravement erroné que nous reproduisions dans notre propre orientation la confusion présente dans le programme du Parti “adulte”. Au contraire, notre tâche est de constituer un pôle radical, révolutionnaire, afin d’entraîner le NPA – à la fois par la lutte sur le programme et par l’action sur le terrain – vers une politique clairement révolutionnaire.

C., comité Paris VII
(Bulletin de préparation à la CNJ du NPA, octobre 2009)

Amendements aux textes du Secrétariat jeune pour la première Conférence nationale des jeunes du NPA (octobre 2009)

Amendement « pour un parti révolutionnaire »

« Une orientation juste vers la jeunesse doit découler d'un positionnement clairement révolutionnaire de la structure jeune du NPA. En effet, notre intervention présuppose une ligne programmatique déterminée, sans laquelle elle serait confuse et en dernière instance inefficace. Or, avec la montée de la lutte de classe liée à l'approfondissement de la crise capitaliste et la radicalité souvent plus importante chez les jeunes, la structure jeune du NPA ne serait pas à la hauteur de ces enjeux sans une telle orientation. »

Centralité de la classe ouvrière et nécessité de se construire chez les jeunes travailleurs

1) « Selon nous, c'est le prolétariat – la classe des travailleurs salariés du capital, ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non qualifiés ou qualifiés, travaillant dans les entreprises privées ou nationales – qui joue un rôle central dans le renversement du système capitaliste et l'édition du socialisme : en raison de sa place dans les rapports de production, il peut, par sa lutte de classe, bloquer l'économie et, au lendemain de la révolution, la réorganiser sur des bases socialistes.

Cela implique de se battre pour que le NPA fasse de l'implantation dans les entreprises une tâche centrale (par exemple en donnant la priorité à la mise en place de comité sur les lieux de travail). La structure de jeunesse du NPA s'affirme donc comme une organisation de la classe ouvrière, vise à organiser les jeunes travailleurs (effectifs ou en cours de formation) et défend les intérêts du prolétariat. »

2) « Il est également très important que l'ensemble des jeunes du NPA développe une activité envers les travailleurs. La centralité du prolétariat implique qu'étudiants et

lycéens doivent lier leur intervention aux luttes des travailleurs. Cela doit passer par des soutiens (financier, matériel, logistique) aux luttes des travailleurs dans le voisinage des comités jeunes, par la recherche systématique de convergences interprofessionnelles lors des mouvements lycéens et étudiants (envoi de délégués aux AG respectives, AG commune, caisse de solidarité...). Enfin, les comités lycéens et étudiants mettent en place une activité régulière en direction d'une entreprise voisine (comme la diffusion de tracts NPA). Par cette intervention nous pourrons nous lier avec des travailleurs de l'entreprise favorisant ainsi de futures convergences. D'autre part, en proposant à nos sympathisants de faire ce travail avec nous, nous pourrons les sensibiliser, par la pratique à la cause prolétarienne. »

Amendement sur les quartiers populaires

« Les Principes fondateurs adoptés par le NPA soulignent à juste titre que *"l'oppression capitaliste est particulièrement présente dans les quartiers populaires où sont concentré-e-s des habitant-e-s défavorisé-e-s souvent en partie d'origine émigrée, discriminé-e-s, stigmatisé-e-s, victimes des violences policières, et pas seulement les jeunes"*. Le secteur jeune du NPA doit définir des axes d'intervention en direction des quartiers populaires. En effet, la révolte des jeunes des quartiers populaires en 2005 et les multiples affrontements entre ces jeunes et la police ces dernières années traduisent fondamentalement leur rejet de l'État capitaliste. Ainsi, notre intervention politique en direction de ces jeunes doit mettre au centre la nécessité de s'affronter à l'État capitaliste et l'objectif de le détruire par la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat allié aux autres classes populaires. »

Amendement sur la formation marxiste

« Le travail de formation des militants du NPA représente une lutte contre la pression de l'idéologie dominante, celle de la bourgeoisie, que nous subissons tous. Pour cela il est nécessaire que les militants du NPA s'approprient et développent les théories du marxisme. En effet, le marxisme seul a pu fournir une analyse scientifique et systématique du capitalisme permettant de le combattre. Part ailleurs, de nombreux comités jeunes sont constitués dans les universités, lieux de production et de diffusion non seulement de savoirs et de rudiments d'esprit critique, mais aussi de l'idéologie dominante, l'idéologie de la bourgeoisie. Dans cette lutte idéologique les comités étudiants ont un rôle essentiel : nous devons avoir pour ambition de concurrencer la bourgeoisie sur son propre terrain de l'université. Ainsi notre objectif doit être, d'une part de former l'ensemble des jeunes du NPA à la théorie marxiste, et d'autre part, d'utiliser cette dernière comme un outil fondamental dans la lutte idéologique l'université. En plus de la formation dans les comité et dans le secteur jeune, cela peut donc passer par l'organisation de séminaires marxistes dans les universités ainsi que par le développement d'« associations marxistes universitaires » que nous dirigerions mais qui rassembleraient plus largement les étudiants et enseignants intéressés par le marxisme pour organiser des réunions publiques, des projections etc. »

Amendement sur le syndicalisme (réécriture complète du projet)

« La nécessité de faire du syndicalisme chez les étudiants n'apparaît pas d'elle-même. Autant les syndicats sont chez les travailleurs la première organisation de classe, autant la nature de classe des étudiants n'étant pas définie, la nécessité du syndicalisme apparaît moins évidemment. Mais d'une part

parce que beaucoup des étudiants aujourd’hui sont les travailleurs de demain (mais si une partie appartiendra à la bourgeoisie ou à la petite bourgeoisie), et d’autre part ils ont des intérêts matériels immédiats à défendre (contre la précarité, les diplômes bradés, les facs à deux vitesses, etc.), le syndicalisme étudiant est une nécessité. En outre, par leurs luttes des dernières années, les étudiants se battent pour des revendications qui les lient à la classe ouvrière (diplômes reconnus par les conventions collectives, non aux contrats précaires (CPE), etc.). Une structure syndicale est donc nécessaire à la fois pour défendre leurs intérêts immédiats et à longs termes, autant que pour organiser les mouvements qui de fait ont lieu dans les universités.

Aujourd’hui l’UNEF n’est pas le grand syndicat de masse qui dirigerait les étudiants et à l’intérieur duquel il faudrait mener un combat de fraction. La FSE et SUD sont, malgré beaucoup de qualités, de petits syndicats qui n’ont pas vocation à être le noyau d’une organisation de masse. Une telle situation a pour résultat que la multiplication des mouvements, et leurs progrès en terme d’auto organisation, n’implique pas de progression dans l’organisation des étudiants (pas de manière massive en tout cas). Les militants étudiants du NPA doivent aujourd’hui être audacieux : étant présents dans SUD, la FSE et la TUUD, nous devons y mettre toutes nos forces pour construire un grand syndicat national de lutte qui marginaliserait l’UNEF et offrirait une perspective organisationnelle conséquente aux étudiants mobilisés dans les facs. »

Amendement Palestine

« La campagne du BDS ne saurait être notre seule priorité. On l’a vu, le soutien au peuple palestinien est massif dans la jeunesse, et en particulier dans celle des quartiers populaires. Une agression sioniste de l’ampleur de celle qu’a été la dernière à Gaza doit provoquer une réaction immédiate des militants du NPA. Il nous faut être capable de mettre rapidement en place le soutien le plus efficace à la lutte du peuple palestinien, et c’est en construisant des mobilisations d’ampleur dans notre pays et dans toute l’Europe, c'est-à-dire en affaiblissant les États impérialistes complices des crimes

sionistes que nous pouvons au mieux montrer notre solidarité avec le peuple palestinien.

Sur le programme

« Comme à tous les secteurs auquel il s’adresse, le NPA doit parvenir à mettre en place un programme qui parte des revendications immédiates des travailleurs et des jeunes pour les mener à la compréhension de la nécessité de la rupture avec le système. Ce programme de nature transitoire devra être élaboré suite à la CNJ. »

Motion sur les campagnes électorales

« Les élections sont pour un parti comme le nôtre l’occasion de s’adresser à un public plus large, et sensibiliser plus de monde à notre programme. Dans les luttes comme dans les élections, nous pensons que le NPA doit défendre une politique cohérente, anticapitaliste et révolutionnaire. Qu’en est-il des alliances alors possibles ? **Le PCF et le PG ne sont pas des forces anticapitalistes.** Tout en participant à des exécutifs locaux avec le PS (et en ayant bien l’intention de continuer à le faire), ils défendent (abstrairement) des politiques keynésiennes de redistribution dans le cadre du capitalisme, sans remettre en cause la propriété privée. D’ailleurs, François Parny, membre du comité exécutif national en charge des relations extérieures, écrivait récemment (cf. *L’Humanité* du 2 septembre) : « Nous sommes clairement altercapitalistes », c'est-à-dire pour un autre capitalisme, non financier, et soi-disant plus favorable aux travailleurs. **Dans les luttes, le PCF et le PG sont exactement sur la même ligne que les directions confédérales bureaucratiques (ce sont d’ailleurs souvent les mêmes !), qui mènent systématiquement les travailleurs dans le mur.** Contrairement au NPA, ils ne sont pas du côté des collectifs de travailleurs en lutte, comme ceux de Continental, qui cherchent la voie du tous ensemble, de la grève générale, et qui s’opposent à la politique des directions bureaucratiques.

Nous pensons par conséquent que les bases minimales d’un accord

ne peuvent pas être réunies avec ces forces altercapitalistes. Nous devons par contre chercher un accord avec toutes les organisations effectivement anticapitalistes, à commencer par Lutte ouvrière. Le NPA pourrait aussi proposer d’ouvrir ces listes anticapitalistes à tous ceux qui ont été les protagonistes des principales luttes des travailleurs pendant les derniers mois et qui seraient d’accord pour défendre un programme anticapitaliste. **Entre une liste ouverte aux Xavier Matthieu (délégué CGT de Continental) et une liste avec les alter ego de Thibault, il faut choisir !**

En ce qui concerne le second tour, **la tactique dite de « fusion démocratique » ou « fusion technique » avec le PS nous apparaît comme une tactique à la fois fausse et incompréhensible.** En effet, le PS est un parti ouvertement pro-capitaliste et il assure depuis cinq ans une gestion de 20 régions sur 22, au service du patronat, qui ne se distingue guère de celle mise en œuvre par la droite. Peut-on sérieusement expliquer aux travailleurs que l’on se présente sur la même liste que ceux dont on dénonce la gestion et dont on continuera à combattre la politique ? Nous n’avons pas à jouer les ramasseurs de voix pour la gauche capitaliste.

Amendement au texte sur la structuration du secteur jeune

« La situation aujourd’hui d’un secteur jeunes à l’intérieur du NPA ne saurait être que temporaire. Cela doit être vu comme une transition vers l’autonomie totale de la jeunesse révolutionnaire. Pour nous préparer aux tâches qui seront les nôtres tout au long de notre vie militante et en particulier dans des contextes révolutionnaires, nous avons besoin de nous approprier au mieux, et de manière autonome, les outils théoriques et politiques qui nous serviront. L’autonomie de la jeunesse est nécessaire en ce sens, c'est un secteur qui doit faire ses propres expériences de direction, ses propres erreurs et ainsi avancer et se former.

A l’heure actuelle, c'est l'autonomie du secteur jeunes qui a été votée lors du congrès de fondation du NPA, et c'est dans ce cadre que nous faisons nos propositions.

Bilan de la première Conférence nationale des jeunes du NPA : Le secteur jeune commence à se structurer malgré toutes les entraves à son autonomie... mais ses dirigeants restent à mi-chemin par crainte d'affronter la direction

La première Conférence nationale des jeunes (CNJ) du NPA s'est tenue le week-end du 17 octobre à Paris. Prévue par les statuts du parti, devant initialement avoir lieu en mars dans la foulée du congrès fondateur, le Comité exécutif (CE) avait décidé son report à juin contre l'avis du secrétariat jeune, puis elle avait de nouveau été décalée à début octobre. Jusqu'à cette date, le secrétariat jeune était donc formé des volontaires qui s'y étaient présentés plus d'un an auparavant lors d'une conférence nationale, avant même la fondation du Nouveau Parti. Cette CNJ a au moins permis aux jeunes de se doter d'un secrétariat qu'ils ont élu.

Le secrétariat jeune avait soumis trois textes à la discussion. Un sur l'orientation, qui revenait sur la situation politique et définissait les tâches spécifiques pour la jeunesse, un autre sur la structuration, qui abordait les tâches pratiques (matériel, secrétariat) et deux motions contradictoires sur le journal jeune.

Ces textes avaient sciemment choisi d'éviter les questions « qui font débat dans le parti ». La discussion n'était autorisée qu'à traiter de l'ampleur des attaques du gouvernement, des revendications d'un « programme d'urgence » pour la jeunesse et du syndicalisme étudiant, mais les débats sur le type de parti que l'on souhaite, sur l'alternative entre réforme et révolution, sur les questions stratégiques et tactiques ou encore sur la nature de la formation qu'on offre, en étaient strictement proscrits.

Le texte d'orientation expliquait que la campagne centrale devait être celle de tout le NPA, sous le slogan « pas question de payer leur crise », déclinée

spécifiquement pour la jeunesse. En outre, il revenait sur toutes les autres campagnes à mener. Il définissait les trois secteurs prioritaires de construction : les lycées, les facs et les jeunes travailleurs. La nécessité du travail envers les jeunes des quartiers populaires a été ajoutée par un amendement à l'initiative de la Tendance CLAIRE. Enfin, le texte proposait les pistes devant servir à la rédaction d'un programme d'urgence pour la jeunesse.

L'AG jeunes de Bordeaux a proposé un amendement qui insiste sur la nécessité de la construction dans la classe ouvrière, qui n'a malheureusement pas été accepté, par 38 voix contre et 34 pour. La Tendance CLAIRE proposait un amendement similaire (qu'elle a retirée pour celui de Bordeaux). Elle proposait également que le secteur jeune se définisse comme un secteur révolutionnaire et que les formations que les jeunes mettent en place s'assument comme des formations marxistes et qu'à l'université, qui contribue à produire non seulement des savoirs, mais aussi l'idéologie dominante, les jeunes du NPA mènent contre celle-ci un combat théorique.

Tous les militants qui intervenaient contre ces amendements le faisaient en arguant principalement que ces questions relevaient de tout le parti. Mais si le rôle de la CNJ n'était que de trouver une application particulière aux textes du congrès de fondation, alors comment parler encore d'une quelconque autonomie du secteur jeune ? L'autonomie des jeunes ne se réduit pas au droit de se réunir entre jeunes, mais implique celui de contribuer librement à l'élaboration et à adopter de véritables positions politiques, à la

fois des décisions pour l'activité jeunes et des propositions pour tout le parti.

Certes, les textes fondateurs du parti laissent ouverte la question de la révolution : ils se disent pour la transformation révolutionnaire de la société, mais refusent à dessein de trancher davantage la question et d'élaborer une stratégie ouvertement révolutionnaire. Certes, il revient à un congrès de trancher ces questions au niveau du parti lui-même. Mais cela n'interdit nullement aux comités qui le souhaitent et notamment au secteur jeune autonome de prendre position quand ils le veulent sur la révolution, le programme, la stratégie, etc. ! Comment le NPA pourrait-il avancer et trancher des questions qui pour l'instant ne le sont pas, si tout le monde s'interdit même d'en discuter ?

D'autres réponses expliquaient que, « de toute façon, dans la pratique, nous sommes révolutionnaires » ; mais alors, pourquoi ne pas l'écrire ?

Le « programme d'urgence » proposé par le secrétariat proposait un ensemble de revendications justes en elles-mêmes, mais sans hiérarchie et dans la logique d'un programme minimum. La Tendance CLAIRE lui a opposé un programme de transition. Car ce qui différencie le programme d'un parti révolutionnaire de celui de partis réformistes comme le PC ou le PG, ce n'est pas seulement la radicalité des revendications qui y sont mentionnées, c'est la nature même du programme, et cette nature est différente selon que ce programme est au service de la révolution ou non. Le programme que présentaient les militants de la Tendance CLAIRE reprenait la quasi totalité des revendications

proposées par le secrétariat, mais en les articulant à l'objectif de la révolution dans une logique transitoire : à partir des revendications immédiates des jeunes pour les mener à la nécessité de détruire le système. Il ne s'agit pas d'un supplément d'âme révolutionnaire, mais le fait est que la satisfaction de ces revendications est en dernière instance incompatible avec le capitalisme et il faut donc le dire clairement aux travailleurs et aux jeunes. Par exemple, il ne s'agit certes pas de proposer aux étudiants uniquement la perspective d'une université socialiste sans s'intéresser à leurs revendications immédiates, mais des révolutionnaires ne peuvent pas non plus se contenter de revendiquer « de meilleurs diplômes » sans mettre en cause le cadre de l'université et de la société actuelles : il faut se doter d'un programme qui articule les revendications immédiates au combat pour une « université au service des travailleurs », pour que les facultés soient gérées collectivement par les étudiants, les personnels BIATOS et les enseignants, avec une majorité étudiante, et pour la mise en cause des rapports sociaux actuels. En outre, nous devons expliquer dans ce programme spécifique à la jeunesse que la satisfaction de ses revendications n'est possible que par l'alliance avec le prolétariat, seul capable de mener jusqu'au bout la lutte contre la bourgeoisie et son système.

La Tendance CLAIRE proposait aussi que le secteur jeune se prononce sur la question des alliances électorales, que la direction a malheureusement mise au centre de l'activité du NPA. Alors même que la direction du parti invite tous ses membres à donner leur avis sur ces alliances, il est inadmissible que les responsables du secteur jeune aient refusé cette discussion ! Lors de l'Assemblée générale de la région parisienne, des militants ont même dit leur accord avec notre texte, mais ils affirmaient que la CNJ n'était pas le lieu d'exprimer leurs positions. En somme, le secteur jeune en tant

que tel n'aurait pas le droit de s'exprimer sur une campagne qui concerne tout le parti et à laquelle il va participer avec toutes ses forces.

Débat sur la structuration

Le texte sur la structuration traitait essentiellement de questions pratiques : matériel, secrétariat, réunions, etc. Le texte n'insistait pas sur le fait que ces mesures pratiques sont liées à l'autonomie du secteur jeune. Mais la question est apparue en filigrane au long de la discussion.

Un amendement a été soumis sur la question du budget : il proposait que les jeunes ne demandent pas au CPN un budget global, mais qu'ils facturent point par point leurs besoins et qu'on leur donne de l'argent en fonction. Heureusement cet amendement n'a pas été accepté, car il revenait à un affaiblissement de l'autonomie du secteur jeunes qui n'aurait plus été maître de ses dépenses.

L'amendement qui proposait que le secrétariat soit ouvert aux membres des autres commissions, CILT, etc., a également été rejeté, considéré par l'assemblée comme attenant également à l'autonomie des jeunes.

La Tendance CLAIRE proposait un amendement à l'introduction du texte. Il aurait bien sûr été prématuré à ce stade de proposer que cette assemblée se déclare une organisation autonome. Mais l'amendement demandait simplement que les jeunes du NPA affirment agir à terme pour la création d'une organisation révolutionnaire autonome de la jeunesse. Lors de l'AG parisienne, les militants opposés à cet amendement ont refusé la discussion en allant jusqu'à dire que cette question relevait de l'ensemble du parti ! Lors de la CNJ elle-même, des militants expliquaient que l'amendement comportait plusieurs fois le mot « révolutionnaire » et que cela suffisait en soi pour le rendre inacceptable.

Débat sur le journal jeune

Deux motions contradictoires étaient soumises au vote, l'une majoritaire au sein du secrétariat et l'autre minoritaire. La première se prononçait en faveur d'un journal jeune, conformément aux textes du congrès du parti. La seconde demandait qu'un quatre-pages soit intégré au journal du parti, *Tout est à nous*. Le principal argument invoqué contre un journal jeune est qu'il entrerait en concurrence avec *Tout est à nous* et qu'en outre les jeunes à qui nous nous adressons doivent s'intéresser à toutes les questions du parti. À l'argument démocratique qui invoquait un vote de congrès, certains militants répondaient qu'il y avait eu beaucoup d'amendements votés au cours du congrès et que donc le congrès avait pu ne pas être attentif à l'un des amendements qu'il votait. Il est vrai que la méthode consistant à proposer des centaines d'amendements sans la moindre priorité a empêché bien des discussions fondamentales lors du congrès, comme nous l'avions pour notre part critiqué ; mais à ce compte-là, ce sont toutes les décisions de congrès que l'on pourrait remettre en question et tout le monde sait que justement l'amendement sur la jeunesse a réellement été discuté au congrès et a même été l'un des rares amendements soumis et adoptés en séance plénière.

L'argument principal avancé en faveur d'un journal jeune a été qu'il serait plus facile de gagner des jeunes avec un journal qui s'adresserait directement à eux. Mais seule la Tendance CLAIRE a expliqué qu'il faut d'abord et avant tout que les jeunes du parti, dans le sens de leur autonomie, s'entraînent à l'élaboration d'une politique, à la conception d'un journal pour s'approprier réellement les questions du parti. Cet argument-là a été, soigneusement évité car l'autonomie du secteur jeune était un sujet tabou de cette discussion, au lieu d'y être centrale ! Alors que, pour répondre de manière convaincante aux opposants au journal, il fallait montrer qu'ils en

devenaient des opposants à l'autonomie du secteur jeunes car cette autonomie est un leurre sans moyens d'expression propres.

Des atteintes à la démocratie qui rendent criante l'absence de souveraineté de la CNJ

Ce refus de mettre au centre l'autonomie du secteur jeune a conduit à une grave mise en cause de la souveraineté de la CNJ. Nous avons déjà vu comment les débats politiques de fond ont été empêchés. Mais cela s'est vérifié également au moment de l'élection des délégués et des membres des secrétariats.

Lors de l'AG parisienne, qui a rassemblé 107 militants, la désignation des délégués à la CNJ ne s'est pas faite sur la base de la proportionnelle. Les militants de la Tendance CLAIRE demandaient que l'ensemble de leurs amendements soient soumis comme plate-forme et que le nombre de délégués attribués à chaque plate-forme le soit sur la base de la proportionnelle. C'est selon nous une question de principe que d'accepter de soumettre au vote les plates-formes de tous les militants qui le souhaitent. Outre qu'il s'agit d'une question de principe, c'est également une règle qui figure dans les statuts du parti, comme conséquence du droit de tendance. Certains militants répondaient qu'il ne s'agissait pas là d'un congrès et que donc le vote à la proportionnelle ne pourrait pas avoir lieu ; pourtant, n'était-ce pas conférence nationale convoquée pour définir l'orientation du secteur jeunes, élire sa direction ? Il est donc évident que les règles devaient être les mêmes que dans un congrès ! D'ailleurs, le texte soumis au CPN des 7-8 novembre par les camarades de la gauche du parti, notamment les dirigeants du secteur jeune membres du CPN, qui s'opposent aux alliances électORALES avec le PG et le PCF

demandent à juste titre une « conférence nationale » en décembre pour trancher cette question ; or cette conférence ne serait pas un congrès, mais ils n'en demandent pas moins à juste titre le droit de constituer des plates-formes et d'élire les délégués à la proportionnelle...

Dès lors, pourquoi avoir déployé lors de la CNJ un tel zèle pour empêcher l'application de la démocratie la plus évidente ? C'est que si un vote à la proportionnelle avait été effectué pour l'élection des délégués, non seulement la Tendance CLAIRE (qui représentait 10% de l'AG parisienne) aurait eu trois délégués au lieu des deux qui lui ont été concédés, mais en outre elle aurait eu des représentants au secrétariat de la région parisienne et au secrétariat national. C'est ce qu'il fallait à tout prix éviter : depuis le congrès de fondation où la Tendance CLAIRE a été écartée du CPN par une manœuvre anti-démocratique et anti-statutaire, la direction du parti refuse de la rétablir pleinement dans ses droits. Lors de la CNJ, ses militants ont eu le droit de présenter des textes alternatifs, des amendements qui sont soumis au vote, mais non celui d'être représentés dans les instances de direction en fonction de nombre de militants qu'ils représentent.

Lors de l'AG parisienne, des dirigeants jeunes ont tenté de justifier ce refus par diverses contorsions, mais nul n'a pu dire que les militants de la tendance CLAIRE violeraient les statuts du NPA. Dans ces conditions, il est évident qu'ils doivent avoir exactement les mêmes droits que tous les autres militants du NPA, y compris le droit de tendance. Mais lors de la CNJ elle-même, la véritable raison de ce refus a été avancée : l'intégration de la Tendance CLAIRE dans des instances dirigeantes de l'organisation revenait à reconnaître son existence alors que le CE refuse de le faire. Cela aurait commencé à réparer l'injustice qui

a été commise au congrès de fondation et par là même à contester la direction du parti qui l'a commise et cautionnée. Cela prouve d'une part que les dirigeants jeunes se soumettent à la direction du parti au lieu d'assumer l'autonomie que le congrès leur a donnée. Cela confirme d'autre part que la conférence nationale de la jeunesse n'était donc pas souveraine, puisqu'elle n'avait pas le droit d'appliquer les statuts pour la désignation de sa direction. D'ailleurs, les organisateurs de la CNJ n'ont même pas évoqué un contrordre explicite du CE : ils ont simplement dit que le CE était « en discussion » sur le cas de la Tendance CLAIRE... Nous avons été ravis de l'apprendre, mais d'abord le CE est soumis au CPN, qui n'en a encore jamais discuté, et ensuite aucune « réflexion » du CE n'a le pouvoir de suspendre l'application des statuts votés par le congrès !

Selon nous, cet événement est très inquiétant, car bien au-delà de la Tendance CLAIRE, cela entérine et renforce le précédent du congrès de fondation en autorisant la violation des statuts dès que des tendances qui gênent la direction se dessinent. Il est nécessaire que le NPA se ressaisisse et rende vivants les principes démocratiques qui sont officiellement les siens. C'est une question fondamentale pour construire un parti réellement nouveau qui acquiert la confiance des travailleurs et des jeunes écoeurés par les appareils politiciens du système et notamment de la gauche institutionnelle. C'est essentiel aussi pour que les idées révolutionnaires puissent être défendues librement dans le parti, sans que leurs promoteurs aient à risquer de subir les foudres de la direction.

Pauline Mériot
(*Au CLAIR de la lutte* n° 4,
nov.-déc. 2009)

La direction du NPA refuse de reconnaître le secrétariat national jeune élu par la CNJ (novembre 2009)

À la demande du Comité exécutif, le Conseil politique national (CPN) du parti, réuni les 7-8 novembre, n'a pas reconnu le secrétariat national jeune élu par la CNJ. Cela revient à mettre un nouvel obstacle à l'autonomie et au fonctionnement même du secteur jeune, encore plus grave que les précédents. Selon nos informations, l'argument invoqué serait qu'un membre de ce secrétariat (sur 20 binômes, soit 40 camarades) n'aurait pas payé ses cotisations ! Il s'agit à l'évidence d'un prétexte : en fait, la majorité de la direction du parti estime sans doute que le secteur jeune, en élisant librement sa propre direction, reste encore trop autonome malgré toutes les concessions faites par les

organisateurs de la CNJ... Et elle est sûrement furieuse que les jeunes membres du CPN aient presque tous voté la motion de la gauche du parti, opposée aux alliances avec le PC et le PG pour les régionales... C'est une nouvelle atteinte, particulièrement grave, à la démocratie, aux statuts et à l'autonomie du secteur jeune.

Contre ce coup de force de la direction, la Tendance CLAIRE soutient le secrétariat jeune élu par la CNJ : il doit être reconnu et les moyens de son fonctionnement autonome doivent lui être attribués. Mais cela prouve de façon flagrante que tous les efforts des dirigeants du secteur jeune pour trouver des « compromis » avec la direction (notamment le refus scandaleux d'organiser des votes à la

proportionnelle et d'intégrer des représentants de la Tendance CLAIRE au secrétariat, en violation des statuts) ne servent à rien : la direction est déterminée à entraver le plus possible la vie du secteur jeune autonome. Les dirigeants jeunes doivent en tirer les conséquences en acceptant enfin de mener la lutte politique ouvertement, en mettant au centre le combat pour les principes, les positions de fond et la libre discussion, au lieu de multiplier les concessions, voire les manœuvres, qui reviennent ici comme ailleurs à s'enfermer dans un véritable piège.

(*Au CLAIR de la lutte* n° 4,
nov.-déc. 2009)

Amendements aux textes de la deuxième Conférence nationale jeune du NPA, constitutifs de la « plateforme Y » initiée par la TC (avril 2011)

Ces amendements sont soumis individuellement à la CNJ mais constituent dans leur ensemble une plateforme. Ils regroupent plusieurs thèmes : une analyse marxiste plus approfondie de la crise, un bilan du rôle des directions syndicales cet automne, des ajouts sur les mouvements des pays arabes (pour la défaite de notre impérialisme et pour la révolution permanente), la nécessité de la propagande marxiste sur les faits notamment, pour la défense d'un programme avec une logique de transition et enfin la nécessité du travail dans les quartiers populaires.

Texte situation/bilan

Remplacer :

« La crise ouverte dans les années 70 n'est pas d'un accident de parcours du capitalisme. C'est son mode de production, la course au profit qu'il engendre, ses crises de surproduction périodiques qui l'ont produite. La phase ouverte en 2008 est inédite par son ampleur et n'en est probablement qu'à son début. C'est la « crise des solutions à la crise ». Les capitalistes, ne trouvant

toujours pas de débouché à taux de profits élevés, ont cherché à la retarder en développant une série de gadget type « subprimes », etc. Leur nouveau subterfuge, la dette des États, menace déjà de s'effondrer. »

Par :

La crise ouverte dans les années 70 n'est pas d'un accident de parcours du capitalisme. En effet, plus la technologie se développe, plus le taux de profit capitaliste a tendance à baisser. Or sans promesse de profit derrière, pas d'investissement capitaliste. Pour tenter de maintenir leur taux de profit, les bourgeoisies ont mené depuis les années 70 des attaques contre la classe ouvrière (baisse des salaires, augmentation de la productivité, etc.) mais ça n'a fait que contenir un temps la baisse du taux de profit. En effet, toute sortie de crise dans le cadre du système exige une dévalorisation très forte de capital, soit par la guerre, soit par une vague immense de faillites, et donc des conséquences dramatiques pour les travailleurs. En attendant, le système capitaliste est englué dans une suraccumulation persistante de

capital. La phase ouverte en 2008 est inédite par son ampleur et n'en est probablement qu'à son début. Les États pour tenter de contenir encore les effets de la crise, se sont lourdement endettés mais cette "solution" menace déjà de s'effondrer. »

Pour les raisons suivantes :

La crise capitaliste se manifeste par définition comme une crise de « débouchés » : il y a rupture de l'accumulation, c'est-à-dire qu'une grande quantité de marchandises n'est pas vendue ou vendue à un prix nettement inférieur au prix attendu. Dire que c'est « la crise des solutions à la crise » (expression popularisée par le réformiste Husson) signifie que c'est la hausse du taux d'exploitation (blocage des salaires, hausse des inégalités) qui explique la crise actuelle, ce qui est faux à mon avis. Si on entre dans une explication des causes de la crise dont on dit qu'elles sont profondes... on est obligé de les expliquer en profondeur !

Remplacer :

« (La jeunesse) ne se politise plus majoritairement sur des

questions idéologiques et des références théoriques, mais sur des questions sociales touchant à son avenir, à ses conditions de vie et d'études et sur des questions politiques comme l'antiracisme, l'antifascisme, le sécuritaire, l'internationalisme et l'anti-impérialisme, le féminisme, les luttes LGBTI, l'écologie... »

Par :

« Mais la politicisation de la jeunesse est limitée par le contexte de crise du mouvement ouvrier duquel nous ne sommes pas encore sortis. Même si l'expérience des luttes est une voie importante par laquelle les jeunes développent une conscience politique, il est central dans la période qui vient, que nous diffusions largement les idées et analyses marxistes, afin d'armer idéologiquement et politiquement la jeunesse. Se doter d'outils théoriques marxistes est crucial pour remettre en cause profondément et efficacement le système capitaliste et éviter ainsi le découragement et l'éparpillement des militants, tout en continuant à impulser des luttes partout où c'est possible. »

Après “Certains jeunes se sont investis directement aux côtés des travailleurs, dans le cadre des AG inter- pro notamment”, supprimer : “mais parfois au détriment de la tâche de mettre leur milieu en grève”.

Pour les raisons suivantes :

Ce petit bout de phrase reprend l'idée qu'il y a une opposition entre la mobilisation sur les facs et la convergence avec les travailleurs. Or organiser la convergence avec les travailleurs est aussi un moyen concret de "mettre son milieu en grève".

Après “Les directions syndicales sont toujours en capacité de contrôler les mobilisations.”, ajouter :

“En outre, elles ont une responsabilité dans l'échec du mouvement, pourtant massif, de cet automne. Elles n'ont jamais appelé au retrait de la réforme et ont cherché, vainement, à négocier avec le gouvernement. Leur stratégie des « journées d'action » a encore fonctionné. En définitive, les directions syndicales ont tout fait pour bloquer cette dynamique et

pour contenir la mobilisation. Elles ont refusé de construire et d'appeler à la grève générale, laissant ainsi seuls les secteurs les plus avancés. Il a manqué un courant structuré dans les syndicats, capable de centraliser le combat contre les directions bureaucratiques afin de détacher la masse des travailleurs de leur emprise, et par là même de réunir les conditions de la grève générale. Il a également manqué un parti diffusant une orientation critique à l'égard des directions syndicales et proposant des initiatives au niveau national.”

Texte Orientation/Structuration

Dans l'introduction

Ajouter après *"l'urgence d'affaiblir notre impérialisme"* : "et de revendiquer sa défaite"

Après : "Devant la capitulation de toute la gauche institutionnelle face à l'intervention militaire en Libye, le NPA a une responsabilité particulière dans la construction d'un mouvement de solidarité important", ajouter :

“C'est aussi une occasion de rendre concrète la discussion sur la « révolution permanente ». Être réellement internationaliste, c'est ne pas se poser en extérieur à la situation. De ce point de vue, nous pensons que c'est le prolétariat et les opprimés sur place qui peuvent et doivent prendre le pouvoir grâce à leurs structures d'auto organisation. Dans cette mesure, nous ne pouvons pas soutenir le « front du 14 janvier », qui malgré le fait qu'ils mettent en avant un certain nombre de revendications justes, a pour objectif un « gouvernement d'unité nationale digne de la confiance de notre peuple ». Il revêt le contenu d'un « front populaire », c'est-à-dire d'un accord programmatique entre des organisations ouvrières et des organisations bourgeois, qui se concentre par là même inévitablement sur un projet de collaboration de classe et de respect du capitalisme.”

Pour les raisons suivantes :

La CNJ est l'occasion de discuter du mandat que nous donnons au futur secrétariat jeunes pour rédiger tracts, journaux, etc. Il aura donc à trancher ce type de

questions : qui soutient-on, comment nous positionner, etc. la CNJ doit donc les aborder avec précisions et pas en se contentant de quelques généralités.

Ajouter, après le titre “Des initiatives concrètes pour déclencher des mobilisations” :

“Il ne s'agit pas de couper les revendications immédiates de notre campagne plus générale. En défendant des mots d'ordre maintenant, nous les lions inlassablement à la nécessité de rompre avec le système capitaliste. Il n'y a pas d'un côté une campagne politique propagandiste qui pose la question de la rupture avec le système et d'un autre côté des "initiatives concrètes" qui l'oublient, nous lions systématiquement les deux.”

Pour les raisons suivantes :

Le texte tel qu'il est conçu a l'inconvénient de séparer la campagne politique de initiatives concrètes. Plutôt que de réécrire le texte, nous avons préféré y ajouter ce paragraphe qui explique que même au quotidien, les militants révolutionnaires s'attachent à démontrer en permanence (tracts, discussions) la nécessité d'en finir avec le système, et qu'ils ne se contentent pas (voir amendement plus haut) d'un simple « plan d'urgence ».

Dans la partie sur le syndicalisme, ajouter :

“Néanmoins, l'UNEF n'est pas le grand syndicat de masse qui dirigerait les étudiants et à l'intérieur duquel il faudrait mener un combat de fraction. Ce dernier mène avant tout à une perte de temps. Militer dans SUD ou la FSE n'empêche pas de s'adresser à la masse des étudiants. Mais SUD et la FSE restent, malgré beaucoup de qualités, de petits syndicats qui n'ont pas vocation à être le noyau d'une organisation de masse. Une telle situation a pour résultat que la multiplication des mouvements, et leurs progrès en terme d'auto organisation, n'implique pas de progression dans l'organisation des étudiants (pas de manière massive en tout cas). Les militants étudiants du NPA doivent aujourd'hui être audacieux : étant présents dans SUD, la FSE et la TUUD, nous devons y mettre toutes nos forces

pour construire un grand syndicat national de lutte qui marginalisera l'UNEF et offrirait enfin une perspective organisationnelle conséquente aux étudiants mobilisés dans les facs. Construire l'unité syndicale, ce n'est pas se contenter de faire mener des campagnes communes à nos différents syndicats, c'est aussi être offensif et se battre pour le regroupement de ces syndicats."

Pour les raisons suivantes :

Aucun des deux textes ne mentionne les syndicats existant. On sait qu'il y a des désaccords sur le syndicalisme étudiant, et plutôt que de faire de la CNJ l'occasion de les discuter enfin nationalement à l'échelle de tout le secteur jeune, les deux plateformes issues du SJ ont décidé de ne pas entrer dans les détails de la discussion. La CNJ doit être l'occasion de discuter de ce qui a fait débat entre nous, pas d'éviter soigneusement ces sujets.

Ajouter un paragraphe sur les quartiers populaires :

« Les principes fondateurs adoptés par le NPA soulignent que

"l'oppression capitaliste est particulièrement présente dans les quartiers populaires où sont concentré-e-s des habitant-e-s défavorisé-e-s souvent en partie d'origine émigrée, discriminé-e-s, stigmatisé-e-s, victimes des violences policières". Par ailleurs, les révoltes de ces dernières années, notamment en 2005, après la mort de Ziad et Bouna à Clichy-sous-Bois, ont montré la radicalité qui s'exprime dans les quartiers. C'est à ce titre qu'en tant que secteur jeune du NPA, nous nous donnons pour objectif d'avoir une activité en direction des jeunes qui subissent des formes d'oppression qui sont propres à ces quartiers : racisme, conditions de logement, gestion sécuritaire des quartiers (contrôles au faciès, répression), zones franches... Intervenir seulement sur les lieux de travail ou d'étude des jeunes ne permet pas de nous saisir de ces problématiques, d'avoir un discours politique qui réponde véritablement à ces oppressions qui dans les quartiers se croisent et s'amplifient entre elles. Pour construire une riposte face à ces logiques, il ne suffit pas de travailler

à notre implantation dans les lycées ou les CFA, en plus de cela, il faut développer une activité régulière qui s'adresse aux jeunes sur la base de ces problèmes largement spécifiques aux quartiers. Nous ne devons pas apparaître comme « donneurs de leçons », et cette intervention doit reposer sur des jeunes qui y vivent. Sur toutes les questions sur lesquelles nous pouvons intervenir (anti-guerre, violences policières, racisme, logement...), nous devons favoriser la constitution de cadres auto-organisés en s'appuyant sur les forces qui existent. Il s'agit donc pour nous d'intervenir dans l'ensemble de la jeunesse et en particulier dans les lieux qui concentrent ses couches les plus défavorisées. »

Pour les raisons suivantes :

Cet amendement est un copié/collé de celui adopté par la dernière CNJ. Force est de constater que la construction dans les quartiers populaires n'a pas été une priorité du secteur jeune. Cet amendement reste donc pertinent sous cette forme.

Bilan de la deuxième Conférence nationale des jeunes du NPA : « Mettre son milieu en action ! »... ou comment avancer sans discuter vraiment (mai 2011)

Un secteur jeune autonome du parti implique de pouvoir discuter des questions que pose la situation politique et qui traversent le parti et non pas se contenter de dire qu'il faut « mettre en action son milieu » sur la base des campagnes à mener. Il est crucial d'intervenir dans les luttes mais aussi d'analyser la situation pour intervenir avec un programme politique et non de manière parasyndicale. Dire que les débats de congrès nous auraient suffisamment éprouvé pose un problème démocratique : si ce n'est pas à la CNJ que l'on discute du mandat que nous donnons au futur secrétariat jeune pour rédiger des tracts et journaux, qui prendra ces décisions ?

La tension des débats tient en grande partie à la préparation. La PFZ (dirigée par les jeunes de la P2) a fait des textes artificiellement consensuels au lieu d'assumer les débats nécessaires. Alors oui, il fallait

lire entre les lignes, car les lignes évitaient sciemment les désaccords.

Nous nous félicitons que notre amendement sur la crise ait été adopté, il nous semble un outil nécessaire alors que nous avons décidé de mettre la crise au centre de nos campagnes. Nous nous réjouissons aussi de l'adoption de l'amendement sur la révolution permanente, qui nous arme pour comprendre les processus en cours. En revanche nous nous étonnons que la direction du SJ ait appelé à voter contre la suppression de la référence au programme d'urgence. Alors que la P2 estimait au congrès qu'il était important d'avoir un programme de transition, qui lie les revendications immédiates de la question du pouvoir, pourquoi dans le secteur jeunes un plan d'urgence, se contentant de répondre aux questions immédiates en les déconnectant de la perspective politique, deviendrait suffisant ? En

outre Le refus d'admettre le rôle traître des directions du mouvement ouvrier ne fait qu'aggraver la dérive parasyndicaliste du secteur jeunes : cela mène à la vision que nous pourrions seuls, en impulsant des luttes partout où nous sommes, faire naître des mouvements nationaux. Ce sont les directions syndicales qui dirigent les masses, pas nous. Elles sont un obstacle, et ce n'est pas avec seulement avec un activisme débridé que nous parviendrons à le lever.

La tâche du secteur jeunes est d'être à l'avant-garde de la jeunesse révoltée et à la pointe de la lutte idéologique. Être un ou une militant révolutionnaire, ce n'est pas être plus convaincu que les autres que la grève est possible, c'est analyser, comprendre la société, et agir pour la changer.

Délégation Plateforme Y

Bilans des Secrétariats nationaux jeunes du NPA (2012)

Le secrétariat national jeune (SNJ) du NPA, élu à la Conférence nationale jeune (CNJ) de mai 2011, s'est réuni les 21 et 22 janvier 2012 à Paris. Les trois positions étaient représentées : la plateforme Z (63% du secteur jeune), qui regroupe les jeunes de la position 2 du parti, la plateforme X (35%) plus hétérogène, composée majoritairement de jeunes de la GA, mais aussi de camarades des positions 1 et 2, et la plateforme Y (3%) initiée par les jeunes de la Tendance CLAIRE appartenant à la position 4 du NPA.

SNJ des 21 et 22 janvier 2012 :

Une activité encore trop parasyndicale, mais des avancées programmatiques, qu'il s'agit maintenant de mettre en pratique

Les tensions n'épargnent pas le secteur jeune

Plusieurs comités étaient absents, certains pour des raisons contingentes et d'autres pour des raisons politiques : C'est le cas du comité jeune de Clermont-Ferrand (PX/GA) qui s'en est expliqué dans une lettre ouverte adressée au Bureau de Secrétariat des jeunes (BSJ). Les camarades de la PX avaient proposé l'ajout à l'ordre du jour d'un point sur la campagne dette, car selon eux, cette campagne est centrale dans la situation actuelle. Ils ont vu dans le refus de cet ajout à l'ordre du jour le signe d'une divergence politique importante, doublée d'un manque de respect à leur égard. Le point campagne a été pour eux l'occasion d'une offensive contre la campagne Poutou.

Une activité encore trop dominée par l'intervention syndicale

Le tour des villes a permis de faire un état des lieux de l'activité des différents comités jeunes. La plupart préparent la campagne électorale avec les meetings qui ont un certain succès.

Mais les comptes-rendus d'activité insistaient beaucoup sur l'intervention syndicale étudiante. Les jeunes du NPA militent dans SUD, la FSE ou la TUUD (tendance minoritaire au sein de l'Unef). Ont été évoqués les problèmes du versement des bourses, qui ont dominé la fin du semestre, et donné lieu localement à des assemblées générales sur l'autonomie des universités initiée par l'adoption et

l'application de la LRU. La discussion semblait montrer que le syndicalisme structure souvent l'activité des comités. C'est selon nous une faiblesse qui dénote d'une dérive parasyndicaliste, qui s'exprime aussi sur d'autres questions. Nous ne devons pas nous contenter d'être d'excellents militants syndicaux, défendant avec fermeté les revendications quotidiennes des jeunes, mais nous devons avoir une intervention proprement politique, où l'on mette en évidence le lien entre ces revendications et la conquête du pouvoir par les travailleurs. Dans le même sens, nous devrions faire davantage d'activités idéologiques (conférences-débats sur des sujets politiques de fond historiques ou d'actualité), qui peut être pour de jeunes étudiants une autre façon de venir à la politique.

En outre, la discussion sur une politique syndicale mieux structurée n'a eu lieu ni en plénier, ni en commission. Or c'est un débat qu'il nous faut mener. Il nous semble par exemple que le militantisme dans l'Unef mène d'une part à une adaptation à l'appareil de cette organisation, mais surtout, qu'il s'agit là d'une énorme perte de temps, qui mène à servir de caution à l'Unef, alors que nous devrions la marginaliser en unifiant les syndicats étudiants de lutte.

Des activités en direction des quartiers populaires se développent dans plusieurs villes, en particulier à Clermont-Ferrand où le jeune Wissam est mort sous les coups de la police.

Et le féminisme ?

Les questions féministes n'étaient pas en reste lors du SNJ. Deux motions ont été discutées lors de l'assemblée non-mixte et en plénier. Celle de la position majoritaire contextualisait l'oppression féminine dans le système capitaliste. L'autre insistait sur le bilan tiré lors des rencontres nationales féministes (cf. notre compte-rendu), les revendications à mettre en avant, l'enjeu de la préparation du 8 mars, ainsi que les outils à mettre en œuvre contre le sexism interne au NPA. Ce dernier point a suscité un clivage. Finalement une motion de synthèse a été adoptée mais nous sommes assez inquiets du fait qu'elle n'a pas intégré les aspects qui concernent la lutte anti-sexiste interne au parti. Un dirigeant de la position Z a même expliqué que pour lutter contre la difficulté des femmes à prendre la parole, il fallait que les femmes se forment et qu'elles interviennent dans la lutte de classe... c'est-à-dire qu'elles fassent comme n'importe quel jeune militant ! Or il est aisément de constater que globalement, à niveau égal de formation et expérience militante, les femmes interviennent bien moins dans les discussions. C'est une des preuves que leur oppression spécifique ne s'arrête pas à la porte des organisations politiques. Il faut donc prendre des mesures pour combattre cette oppression dans nos rangs.

Sur la résolution politique

Deux analyses de la situation se sont opposées. Celle de la majorité (PZ) n'est pas fausse, mais très factuelle et donc assez superficielle : il y a beaucoup d'attaques, mais

aussi de nombreuses luttes parfois victorieuses. Elle tire la conclusion que, comme d'habitude, « *mettre son milieu en mouvement* ». Certes, en tant que révolutionnaires, il est nécessaire d'être le moteur des luttes et soutenir celles qui se développent, pourtant il est tout autant nécessaire d'avoir une analyse lucide de la situation politique afin d'orienter notre intervention et de lui donner des priorités.

La PX quant à elle proposait une analyse de la situation beaucoup plus politique, mais erronée : elle mettait en avant toutes les faiblesses des luttes, sans en expliquer les causes, sans critiquer l'orientation des directions syndicales qui accompagnent la politique du gouvernement et mettent donc en œuvre des tactiques désastreuses comme les journées d'action dispersées. Elle en tirait toujours la même conclusion politique erronée, expression d'un certain renoncement face aux difficultés à défendre une orientation révolutionnaire et à la pression du Front de Gauche : en ces temps de vaches maigres, il n'y aurait pas d'autre solution que préparer un bloc anti-crise avec des forces à gauche du PS.

La politique que nous avons défendue

Nous avons choisi de ne pas présenter des amendements sur tous les points du texte que nous jugeons insuffisants. En effet, il nous semblait vain de faire des propositions à ce SNJ sur des points déjà régulièrement débattus, mais où chacun campe sur ses positions, comme sur les choix d'intervention dans le syndicalisme étudiant. En effet, pour les aborder de nouveau de façon fructueuse, il faudrait rouvrir une large discussion, comme pour une conférence nationale. Nous avons donc proposé quatre

amendements, ciblés sur des points où la discussion nous paraissait en mesure de faire progresser le texte.

Sur les jeunes travailleurs

L'activité vers les jeunes travailleurs commence à prendre de l'ampleur au sein du secteur jeunes. Il est très important que nous menions une politique volontariste à l'égard de cette couche du prolétariat, à la fois plus durement exploitée et encore moins dépendante du système (les jeunes n'ont souvent pas encore de foyer à charge, sont moins endettés...).

Sur la TVA sociale

Il est très important de mettre l'accent sur la dénonciation de cette mesure de Sarkozy. Toutefois, l'argumentation consistant à dire que TVA sociale revient à « baisser deux fois les salaires » nous semble erronée. La TVA « sociale » est à combattre parce qu'elle accentue la fiscalisation de la sécurité sociale et parce qu'elle va mener à une augmentation des prix.

Sur le front unique

Le texte initial ne proposait que deux types de tâches : intervenir dans les luttes locales et mener la campagne Poutou. C'est-à-dire faire du syndicalisme et mener une campagne électorale. Il nous semblait important de mettre en avant la nécessité de construire des cadres de front unique contre les attaques du gouvernement et en soutien aux luttes, notamment en utilisant les comités dette déjà existant. Il faut essayer d'orienter ces derniers, par delà la dénonciation idéologique de la dette, vers le combat concret contre l'austérité, à un moment où les élections tendent à désamorcer les luttes et où le Front de Gauche axe toute sa politique sur le score de Mélenchon, au détriment

de l'organisation de la résistance contre les coups de Sarkozy et du patronat.

Sur le gouvernement des travailleurs

Le texte séparait selon nous trop les revendications immédiates, « d'urgence » d'une part et la perspective d'un gouvernement des travailleurs d'autre part. Cette perspective doit être présente dans nos interventions, mais nous devons garder le souci de la rendre concrète en mettant en avant les mesures que prendrait un tel gouvernement : l'expropriation des groupes du CAC 40, le contrôle de la production, sa planification, etc.

Nos amendements ont été finalement tous intégrés, quoique souvent après reformulation. Nous nous félicitons que notre intervention et le débat aient ainsi permis d'améliorer significativement le texte initial. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi, malgré certaines limites, de le voter.

C'est donc un bilan plutôt positif que nous tirons de ce SNJ. Mais ce n'est qu'un premier pas que nous avons franchi, il s'agit maintenant de s'assurer que l'orientation votée sera appliquée, qu'il y aura bien un infléchissement dans l'orientation, que l'on donnera réellement une plus grande importance au travail en direction des jeunes travailleurs, que l'on accordera une véritable priorité à la politique dans nos interventions, que l'on participera activement à des cadres de front unique sans jamais s'y dissoudre et que, dans notre intervention propre, l'on mettra réellement en avant l'exigence de l'expropriation des groupes du CAC 40 et le combat pour un gouvernement des travailleurs.

Les jeunes de la TC

SNJ d'avril 2012 : Une réunion marquée par la division du parti et le refus de discuter du fond

La division du secteur jeune est apparue encore plus nette qu'au dernier SNJ. Les élus de la plateforme X (majoritairement issus de la GA, mais avec également quelques P1A) ont passé la plus

grande partie des deux jours en réunion de plateforme non-ouverte, n'envoyant qu'un ou deux observateurs dans les discussions. La tension est particulièrement montée lors de la discussion sur les

permanents. Le secteur jeune en compte quatre à temps partiel : deux appartiennent à la plateforme Z (majorité du secteur, liée à la P2, gauche du NPA) et deux à la X. Concernant ces deux derniers, l'un

n'assure plus ses tâches depuis janvier, l'autre a choisi de faire la campagne de Mélenchon. Le contrôle des permanents par la base fait partie des meilleures traditions du mouvement ouvrier : nous avons fait bloc avec la Z pour demander que les deux camarades soient remplacés.

Plus généralement, sur la crise que traverse le NPA, nous avons fait observer que le départ annoncé de la GA n'était pas un fait isolé. En un peu plus de trois ans d'existence, le NPA n'a jamais cessé de connaître des vagues de départ successifs. Cela montre que le NPA s'est construit sur des fondements trop vagues pour être solides. Il convient à présent de refonder le parti sur des bases clairement révolutionnaires, perspective que nous défendrons au prochain congrès et à la prochaine conférence nationale jeune (CNJ).

Une réunion non-mixte s'est tenue, qui a permis de faire des bilans locaux du 8 mars et de tracer des perspectives à l'activité féministe dans le secteur jeune (travail sur du

matériel féministe, propositions de topes pour les RIJ). Des problèmes internes ont été soulevés, une certaine "socialisation masculine" aurait tendance à mettre de côté certaines militantes qui pourtant investies dans des instances du secteur jeune, en particulier pour la circulation des informations. Nous trouvons positif que ces problèmes aient été posés dans un cadre collectif.

A part cela, les discussions ont été trop rapides sur la situation et se sont concentrées sur la campagne présidentielle. Le fort volontarisme qui anime la majorité du secteur jeune lui donne un certain relief. Des succès de participation au meeting sont notables. Les contacts sont nombreux, prouvant que la campagne peut être un instrument de construction. De ce point de vue, nos divergences politiques et stratégiques avec la majorité ne nous empêchent pas de travailler en commun. Cependant, la campagne pose un certain nombre de problèmes politiques et nous avons

proposé une série d'amendements à la résolution, portant notamment sur les axes programmatiques et stratégiques nécessaires pour rompre avec le capitalisme (objectif central du gouvernement des travailleurs, expropriation des banques et des groupes du CAC40, contrôle ouvrier, front unique dans les luttes...) et sur la délimitation d'avec le Front de Gauche. Si certains ont été intégrés, par exemple celui sur les directions syndicales, la majorité n'a pas cru devoir voter les plus significatifs d'entre eux, au motif que cette résolution se devait d'être courte et ne pas reprendre ce qui avait déjà été voté aux précédents SNJ. Pourtant, on ne saurait se contenter de dire que ce n'est pas par les urnes mais par un troisième tour social que l'on va changer les choses. Car des luttes auront lieu, mais cela ne règle en aucun cas la question de l'orientation politique du parti.

R. et R., plateforme Y

SNJ des 16-17 juin 2012 : Malgré des velléités de clarification politique, peu d'avancées significatives

La rupture semble consommée entre la majorité du secteur jeune (plateforme Z) et sa minorité (plateforme X, composée principalement de militant-e-s de la GA), cette dernière n'ayant envoyé qu'un observateur. Les discussions n'ont donc pas été centrées sur les stériles et habituelles polémiques et un véritable débat de fond a pu être amorcé sur l'état du secteur jeune (et plus généralement du parti). Le renforcement du secteur jeune suite à la campagne Poutou (du moins dans les endroits où elle a été menée) montre que défendre ses couleurs face aux réformistes est une stratégie payante. L'opinion générale qui s'est dégagée est que le NPA ne doit plus hésiter et s'orienter dans une voie clairement révolutionnaire. Nous nous réjouissons d'un tel constat (même s'il arrive un peu tard), que nous défendons depuis la création du parti et que nous mettrons de nouveau en avant lors de la Conférence Nationale de Juillet et du prochain Congrès. Néanmoins, il

reste maintenant à passer de la parole aux actes et nous n'avons pour le moment constaté aucune inflexion. Nos désaccords stratégiques avec la majorité demeurent, par exemple avec son idée que l'on pourrait arracher la base militante aux directions syndicales sans les combattre frontalement ou avec sa conception du gouvernement des travailleurs comme une lointaine et abstraite perspective alors que c'est pour nous un objectif politique permettant de défendre un véritable programme de transition dans la lutte de classe. Nous sommes également en désaccord avec le refus que le secteur jeune se prononce sur des sujets qui ne se réduisent pas à la seule jeunesse. Ainsi le SNJ affirme sa solidarité avec le peuple grec, mais sans analyse de la situation sur place, de qui sont les ennemis des travailleurs grecs et comment les vaincre. De même, un bilan technique de la campagne Poutou est effectué (nombre de nouvelles

intégrations, de contacts pris, etc.) mais pas de bilan politique, au motif que c'est au CPN de discuter de ces sujets. Nous pensons au contraire que le secteur jeune ne doit pas se contenter d'être autonome dans son action, mais également dans son élaboration. Le rejet de nos amendements a entraîné notre abstention sur le texte final.

L'AG non-mixte tenue lors du SNJ a permis de discuter de l'actualité du mouvement féministe, en particulier des attaques contre les acquis des femmes (abrogation du délit de harcèlement sexuel) et de comment concevoir notre orientation féministe. Un bilan de la direction femmes des dernières Rencontres internationales des jeunes (RIJ) a montré qu'il y a eu des lacunes importantes qu'il fallait résoudre en menant des discussions politiques entre délégations et entre camarades.

R. et R., plateforme Y

Pour une politique révolutionnaire spécifique dans la jeunesse (pour un bilan du secteur jeune du NPA, juin 2012)

Le bilan du secteur jeune est mitigé. « Mettre son milieu en action » est le credo de toutes les discussions internes. Mais il faut aussi défendre un programme.

L'activité du secteur jeune du NPA se concentre principalement sur les lycées et dans les facs par une apparition propre (tracts, affiches, tables), mais aussi dans des collectifs féministes, le RUSF et par une grosse activité syndicale quand il y a des luttes nationales (les retraites récemment) ou locales (les PRES, corollaires de la LRU, les bourses).

Le secteur jeune a toujours refusé de discuter sérieusement de la politique à mener dans les syndicats étudiants. Reconstruire la combativité dans les universités en intervenant en commun avec une orientation politique dans les syndicats de lutte principalement SUD et la FSE est une nécessité. Le processus de fusion de ces deux syndicats doit permettre de rouvrir la discussion sur le syndicalisme. Selon nous il est vain de militer à l'UNEF car ce n'est plus un syndicat de masse et cela fait perdre un temps considérable en batailles fractionnelles dépourvues d'enjeu majeur.

Le secteur jeune a tendance à se penser lui-même comme un syndicat très radical plus que comme acteur politique. Or nous devons défendre

un programme révolutionnaire dans la jeunesse et mener une lutte contre l'idéologie dominante dans les universités, par exemple en organisant des formations marxistes ou en faisant des revues plus théoriques avec des jeunes intéressés par le marxisme au-delà de nos rangs.

Nous devons aussi être à la pointe des combats internationalistes. En ce sens, la campagne internationaliste proposée lors du dernier secrétariat national jeune est une bonne base pour populariser les luttes internationales (Québec, Syrie, Grèce, etc.) et y développer notre orientation internationaliste en y exposant notre analyse de la crise.

Le secteur jeune a aussi une activité envers les jeunes travailleurs, principalement à travers le comité JT. Il mène une activité régulière (bulletin *Barricades*) en direction des CFA et des salons de l'emploi afin de s'implanter dans la jeunesse la plus exploitée. Il a également soutenu plusieurs luttes dans la restauration rapide. En général, il serait très important que les camarades étudiants participent à l'activité en direction du monde du travail pour se familiariser avec lui et apporter leur soutien aux luttes.

Ne pas dénoncer le rôle traître des directions syndicales ne fait

qu'aggraver la dérive parasyndicaliste qui amène à l'idée que nous pourrions seuls en impulsant des luttes partout où nous sommes faire naître des mouvements nationaux. Souvent le secrétariat national jeune développe des revendications justes en elles-mêmes mais reste dans la logique d'un programme minimum au lieu d'une démarche transitoire. Or les revendications immédiates des jeunes doivent mener à la nécessité de détruire le système. Les jeunes sont souvent plus réceptifs à ces idées, moins formatés et plus enclins à se révolter. La tâche du secteur jeunes est d'être à l'avant-garde de la jeunesse révoltée et à la pointe de la lutte idéologique. Cela fonde la nécessité d'une autonomie du secteur jeunes, avec les moyens nécessaires. C'est ainsi qu'il pourra jouer un véritable rôle d'entraînement pour tout le NPA, vers un parti révolutionnaire !

E. (Comité JT), F. (Comité JT), J.B. (NPA Aix-Ville, 13), J. (Comité JT), M. (Comité Sorbonne), R. (Comité JT, SRP), R. (Sorbonne, SNJ), Tendance CLAIRE
(Bulletin préparatoire à la CN du NPA, juin 2012)

PARTIE DOCUMENTAIRE : TEXTES DE COMITÉS AUXQUELS PARTICIPENT DES MEMBRES DE LA TENDANCE CLAIRE

Les militants Tendance CLAIRE de l'ENS se sont fortement investis dans la lutte des personnels contre la précarité, avec les autres camarades du comité NPA. Nous reproduisons ici deux textes publiés par ce comité, qui tirent les leçons de cette lutte exemplaire.

Après 136 jours de grève, victoire des précaires de l'ENS !

Le 25 mai, un protocole d'accord a été signé entre la directrice de l'École normale supérieure, Monique Canto-Sperber, d'une part, et l'assemblée générale (AG) des personnels en grève, des étudiantEs mobiliséEs, les syndicats locaux Ferc-Sup-CGT et SUD-

Etudiant, d'autre part.

Il aura fallu sept mois de lutte, 136 jours de grève, de nombreux blocages, l'occupation des bureaux de la direction durant quatre semaines, près d'une centaine d'AG démocratiques et souveraines, le soutien des fédérations de

l'enseignement supérieur, de la recherche et de la fonction publique, le combat de l'AG et des syndicats locaux combatifs contre des bureaucraties locaux et nationaux qui ont tenté de négocier dans le dos de l'AG... Mais le résultat est une victoire importante :

- 22 précaires ont gagné un CDI : 19 employéEs présentEs depuis plus de trois ans à l'ENS, ainsi que les trois grévistes qui n'ont pas encore cette ancienneté ;

- dans les mois et années à venir, toutE précaire atteignant trois ans d'ancienneté bénéficiera automatiquement d'un CDI ;

- prime annuelle de 1 000 euros bruts pour les CDD et de 900 pour les CDI, grille indiciaire pour touTEs les contractuelLES alignée sur celle des fonctionnaires, permettant que soit enfin prise en compte leur ancienneté ;

- paiement des jours de grève à 83% ;

- mutation-sanction interne et enquête disciplinaire contre l'odieux chef de cuisine qui maltraitait et injurait les personnels ;

- engagement de la direction à

ce que la gestion du restaurant, de l'internat et du ménage ne soit externalisée ni au privé ni au Crous ;

- les postes de fonctionnaires éventuellement accordés dans le cadre de la loi Tron seront proposés en priorité aux contractuelLES de catégorie C sans qualification (titularisables sans concours) ;

- féminisation du protocole d'accord.

La stagnation du rapport de forces, la fatigue des grévistes, l'arrivée des examens, le déficit de la caisse de grève à la fin n'ont pas permis de continuer la grève pour la titularisation : Pécresse, soutenue par l'intervention directe de l'Élysée, n'a pas concédé les quatorze postes que le secrétariat d'État à la Fonction publique avait proposés. Il n'a pas été possible non plus de contraindre la direction de l'ENS à demander ces

postes (elle n'en veut que pour les catégories A !). Enfin, la direction a refusé de retirer les cinq plaintes déposées et de s'engager à ne pas sanctionner élèves et grévistes. Le risque de suites judiciaires et disciplinaires est donc réel – mais les grévistes se sont engagéEs à reprendre la grève à la moindre annonce de sanction.

Cela n'enlève rien à l'évidence de la victoire ! La leçon qui en découle est que, même dans une situation sociale globalement peu favorable, la grève dure, la caisse de grève, la force de l'unité dans la lutte, la démocratie ouvrière en acte et l'expérience des militantEs politiques sont les ingrédients qui permettent de gagner.

Comité NPA de l'ENS

(*Tout est à nous !* du 2 juin 2011)

Quelle campagne du NPA voulons-nous ?

Contribution à partir de la grève victorieuse de l'ENS pour la CN du NPA de juin 2011

Dans notre comité, les militantEs ont défendu des plateformes différentes au congrès et ont des divergences sur la position exacte à adopter pour la présidentielle. Toutefois, nous voudrions apporter un éclairage sur la campagne qu'il faudrait à notre avis mener. Nous avons participé à une lutte qui a duré 7 mois (dont 136 jours de grève) et s'est terminée par une victoire importante (CDI pour 22 précaires, jours de grève payés à 82%, prime de 900 à 1000 €, mutationsanction d'un chef violent et dangereux, engagement de la direction à ne pas privatiser...).

Selon nous, la conférence nationale doit définir surtout le contenu de la campagne : il s'agit de mettre en avant une logique anticapitaliste, les méthodes de l'auto-organisation ouvrière et le projet d'un parti pour la lutte des classes. Il faut populariser les luttes et valoriser leurs points forts en ancrant nos propositions dans les expériences réelles. Or les leçons de la lutte de l'ENS sont à notre avis de celles qui méritent d'être mises en avant.

Tout a commencé début septembre par des réunions sur la contre-réforme des retraites, à notre initiative car on ne pouvait compter sur les bureaucraties syndicaux locaux, d'ailleurs sans troupes. Nous

avons alors constaté que les travailleur/ses avançaient surtout d'autres revendications : contre la précarité, pour les salaires, pour le respect au travail. Un Collectif des personnels de l'ENS s'est mis en place pour faire le lien entre ces problèmes et a diffusé un tract.

Puis les cours ont commencé et les camarades, notamment de SUD, nous ont rejoints. Dans la continuité des mouvements contre le CPE et la LRU, des AG ont eu lieu. Même si les personnels étaient très minoritaires au début, l'AG a décidé de s'adresser à eux/elles, d'intégrer la question de la précarité et des salaires. De plus, nous avons noué des liens avec les cheminots d'Austerlitz et d'Ivry, envoyé des déléguéEs aux AG interpro et à Grandpuits, fait un cortège commun ENS/raffineurs à l'invitation de ceux-ci. On n'a pas hésité à débattre de la politique des bureaucraties syndicales qui empêchaient l'extension des grèves reconductibles et la grève générale : la majorité en pris conscience, au grand dam du FdG et de l'UNEF. Enfin, deux élèves syndiqués et un travailleur élu CGT ont rejoint notre comité, augmentant encore notre influence.

Le nombre de personnels venant aux AG et en manif croissait progressivement. Mais nous n'arrivions pas à gagner les précaires

du restaurant jusqu'à ce que l'AG décide de bloquer ce service pour leur permettre d'arrêter le travail et de venir manifester sans prendre de risque. Des revendications claires ont été définies par une AG record : titularisation, au minimum CDI immédiat, augmentation de 300 €, amélioration des conditions de travail.

L'AG pro-ouvrière et démocratique, libérant la parole et n'hésitant pas à engager des actions radicales, a permis une impressionnante progression de la conscience de classe. Après de nouveaux blocages (dont celui du CA) et trois jours de grève en décembre, la grève reconductible a été lancée en janvier. La vente quotidienne de sandwiches a permis de l'auto-finance. Les actions ont continué, notamment l'occupation des bureaux de la direction durant 4 semaines. L'unité grévistes/étudiantEs a été décisive. L'AG a su, par l'analyse calme des situations, de vraies discussions et l'expérience des militantEs (notamment la nôtre), déjouer les coups de la direction qui, appuyée par Pécresse et même l'Élysée, a alterné tentatives de pourrissement, négociations avortées et répression (vigiles, huissiers, plaintes, évacuation policière). La méthode de l'auto-organisation n'a pas empêché

d'interpeller les fédérations syndicales, qui ont apporté leur soutien. Des bureaucrates locaux et nationaux, notamment FERC et UGFF-CGT, ont pourtant tenté de négocier avec le ministère et la direction dans le dos de l'AG. Mais les grévistes (qu'on avait contribué à faire adhérer à la FERC-Sup CGT et qui contrôlent maintenant le syndicat) les ont condamnés, convoqués à une réunion de section et contraints à s'incliner !

Enfin, la grève est restée solidaire, même après que la direction eut tenté la division en cédant des CDI aux seuls grévistes ayant le plus d'ancienneté. Malgré la pression de bureaucrates dénonçant le « jusqu'au-boutisme », la solidarité ouvrière a triomphé : la grève s'est poursuivie jusqu'à ce que la totalité des grévistes obtienne un CDI.

Quels sont les ingrédients qui nous ont permis de gagner ? Des

revendications définies en AG, une grève tenace et reconductible, la caisse de grève, la démocratie ouvrière, l'unité dans la lutte, le combat contre les bureaucrates et bien sûr l'expérience des militantEs politiques. C'est un des messages essentiels que devrait selon nous porter le NPA.

Comité NPA de l'ENS
(Bulletin de discussion pour la CN du NPA, juin 2011)



Des militant-e-s de la Tendance CLAIRE participent au comité Jeunes travailleurs de la région parisienne, qui édite le bulletin Barricades. Nous reproduisons ici, pour information, les deux derniers éditoriaux de ce bulletin diffusé notamment dans la jeunesse travailleuse précaire.

Édito de *Barricades*, mai 2012 : « Sarko est viré, mais pas le capitalisme »

Sarkozy a tout essayé pour rester président...

Surtout, il a voulu récupérer les voix du Front National, qui a fait un score dangereusement élevé. C'était le candidat de la haine, celle qui sert à taper sur de faux coupables. Le 1er mai, il a rassemblé ses troupes pour défendre « le vrai travail ». Comme en 2007, il veut monter les travailleurs qui sont le plus touchés par la crise contre ceux qui défendent encore leurs « quelques » droits, comme les fonctionnaires. Le président des riches nous refait le coup de « la France qui se lève tôt » en prétendant défendre le pauvre qui trime, « celui qui a construit toute sa vie sans demander rien à personne, qui s'est levé très tôt le matin, couché très tard le soir. » Et encore une fois, il montre du doigt les chômeurs et les « assistés » qui soi-disant gagnent plein d'argent sans travailler...

Les vrais assistés, c'est ceux qui nous exploitent !

Sarkozy veut nous faire croire que s'il y a des pauvres, c'est parce qu'ils ne sont pas assez motivés pour se faire exploiter... Par contre il nous raconte les capitalistes eux ont bien mérité leur fortune. « Le patrimoine que j'ai, j'y tiens, parce qu'il représente tellement de sueur, de

milliers d'heures de mon travail, de peine, de sacrifices, de souffrance... » Arrête Nicolas, tu vas nous faire pleurer ! Liliane Bettencourt – son amie qui finance sa campagne – gagne un SMIC tous les quarts d'heure sans travailler, juste parce que sa famille possède l'Oréal. Son autre ami Vincent Bolloré empoche des millions parce que sa multinationale exploite des travailleurs du monde entier, et surtout en Afrique. La vérité, c'est que cette classe capitaliste s'engraisse grâce au travail de l'immense majorité. Si ces gens-là nous incitent à « travailler plus », c'est bien pour qu'eux gagnent plus !



Pas d'avenir sans révolution !

C'est vrai qu'il y a une crise grave, mais c'est nous qui la subissons. Les patrons sauvent leurs profits en virant des travailleurs, et en exploitant encore plus les autres. Pour les jeunes qu'ils embauchent, ils donnent des contrats précaires, pour pouvoir nous mettre à la rue quand ils veulent, par exemple si on ose réclamer un salaire décent.

Hollande, même s'il a l'air moins cynique, ne va pas améliorer la vie des jeunes et des travailleurs. Il a d'ailleurs fait très peu de promesses, car il sait que les capitalistes vont lui demander de continuer... la politique de Sarkozy. Et le Parti Socialiste obéira, comme il a obéi sous Mitterrand ou Jospin ! On sait déjà qu'il va continuer l'austérité, et qu'il prépare encore des contrats précaires aux jeunes, appelés « avenir ». De l'avenir, les jeunes travailleurs n'en auront pas dans le capitalisme.

Nous serons les plus motivés pour appeler tout notre camp à résister, mais nous en sommes convaincus : **la seule solution, c'est de renverser ce système où une minorité de capitalistes nous impose sa loi du profit !**

La jeunesse emmerde le Front National !

Un fait nouveau est apparu lors de la campagne présidentielle : le FN veut se faire passer pour un parti anti-système, et attirer ainsi la jeunesse privée d'avenir, celle qui galère et qui a la rage. C'est unurre grossier : l'extrême droite est la roue de secours du capitalisme, l'arme qu'utilisent les patrons quand la tension sociale devient trop forte.

Quelques raisons de s'en convaincre :

• le FN ne remet absolument pas en question la dette que les banquiers nous imposent. Et, pour la rembourser, il est prêt à tailler dans les budgets sociaux. — Le NPA dit : nous ne devons rien, nous ne paierons rien !

• le FN s'en prend systématiquement aux travailleurs et aux jeunes qui défendent leurs droits. Il s'étangle devant les grèves, demande encore plus de répression policière contre les blocages. — Le NPA dit : tous et toutes en grève ! Bloquer l'économie, c'est frapper les patrons là où ça fait mal : au portefeuille !

• le FN, comme tous les libéraux, veut « réduire le coût du travail », notamment en amputant la partie socialisée du salaire (qui sert à financer la Sécu, les retraites, ou encore l'assurance chômage). — Le NPA dit : bouclier fiscal, exonérations

de charges, allègement de l'ISF... ce sont les riches qui nous coûtent cher !

Être anti-système, c'est être anti-capitaliste !



Jeunes diplômés... et déjà dans la mouise

Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) a publié une enquête sur les jeunes diplômés en 2007. On en retiendra deux chiffres édifiants :

- 52% ont connu au moins une période de chômage dans leurs trois premières années de vie active (plus de six mois pour la majorité d'entre

eux) ;

- 69% des premières embauchent sont en contrats précaires.

Végéter à Pôle Emploi ou trimer avec un statut de salarié jetable, voilà les deux seuls choix que ce système nous offre.

Ce qui nous attend...

En Espagne, 52% des actifs de moins de 25 ans sont au chômage (25% pour la population générale). Et le gouvernement Rajoy promet encore plus d'austérité, encore plus de précarité, encore plus de coupes sociales. En somme, une répétition des scénarios irlandais, portugais et grec... en attendant le tour de l'Italie, puis de la France. **Aucune frontière ne nous protègera de la crise, seule la lutte peut nous sauver !**

Barricades, juin 2012 : « Chômage de masse : prenons le mal à la racine ! »

On essaie souvent de culpabiliser les chômeurs en disant que c'est de leur faute, alors que c'est le capitalisme qui rejette des millions de travailleurs.

La crise partout

Le chômage bat des records. Les jeunes sont les plus touchés : en Espagne et en Grèce, c'est environ 1 jeune sur 2 qui est sans boulot.

Les politiciens changent... et ne changent rien !

Hollande a succédé à Sarkozy, mais sous le marketing plus soft, il va lui aussi faire une politique dans les intérêts des capitalistes. Pour l'emploi, c'est toujours la même recette : donner plein d'argent aux patrons pour les "inciter" à embaucher. Par exemple avec les nouveaux contrats de génération et contrats d'avenir, il y aura encore des exonérations pour l'employeur. Souvent, le seul résultat c'est que les patrons en profitent pour embaucher avec ces nouveaux contrats... au lieu d'embaucher en CDI. Le résultat est que nos impôts servent à payer des riches, et le chômage augmente encore !

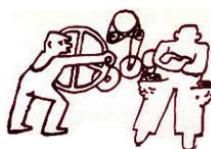
► Empêchons et interdisons les licenciements. La NPA se bat contre les plans de licenciements en série.

Retirons aux patrons le droit de nous mettre à la rue !

► Travailler moins pour travailler tous/tes. Aujourd'hui, nos machines et connaissances nous permettraient de travailler seulement quelques heures par jour. Mais les patrons gagnent plus à surexploriter certains et virer les autres. Imposons les 32h par semaine avec embauches proportionnelles !

► Pas d'indemnités sous 1700 € net. Sans attendre, nous nous battons pour que personne ne gagne en dessous de 1700 €, y compris les chômeurs qui n'ont pas à subir !

► Un million d'emplois utiles en plus ! Il faut immédiatement embaucher dans l'éducation, la santé, les transports, la recherche...



Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Ces mesures paraissent impossibles, tellement on nous répète qu'il n'y a plus d'argent et qu'il faut nous sacrifier. En vérité, dans le système capitaliste, c'est de plus en plus la guerre entre les profits de la minorité du CAC40 et nos vies à toutes et tous.

C'est pour ça que nous sommes anticapitalistes : nous voulons renverser la dictature des grands patrons et actionnaires, pour en finir avec l'exploitation et le chômage.

S'organiser pour lutter, c'est possible !

Années 80 : les chômeurs s'affirment

En 1982 se crée la première organisation autonome organisant spécifiquement les travailleurs privés d'emploi, le Syndicat des Chômeurs. Il réclame leur représentation dans les conseils d'administration des Assedic et la création d'un revenu minimum garanti. Par l'organisation de rencontres et de marches nationales, il aide les chômeurs à sortir de leur isolement, à se retrouver pour parler de leurs revendications, leur stratégie...

L'influence du Syndicat des Chômeurs sera décisive dans la création du RMI en 1988. Malgré sa dissolution, il inspirera plusieurs associations comme Agir contre le Chômage (AC!), appelées à jouer un grand rôle dans les luttes des années suivantes.

Hiver 97/98 : un mouvement offensif

Décembre 1997 : à l'initiative de la CGT de Marseille, plusieurs

antennes ASSEDIC sont occupées par des chômeurs, qui réclament une prime de Noël de 3000F (450€). Très vite, le mouvement s'étend à toute la France et se sont plusieurs dizaines de sites qui sont occupés, certains pour plus d'un mois. Ces hommes et ces femmes, considérés comme résignés et invisibles, redonnent de l'espoir à tous les travailleurs, et les sondages montrent qu'une large majorité de la population les appuie. Des réveillons de Noël sont organisés dans les agences occupées, rassemblant largement chômeurs et soutiens.

Tout juste arrivée au pouvoir sur des promesses de changement social, la « gauche plurielle » fait quelques annonces... et envoie dans le même temps les CRS déloger les occupants. Ceux-ci ne baissent pas les bras, et le mois de Janvier est rythmé par une série de grandes manifestations qui maintiennent la pression sur le gouvernement. Finalement, le mouvement se solde sur une victoire partielle, avec l'augmentation et l'indexation sur l'inflation de l'Allocation Spécifique de Solidarité.



2003/04 : les « recalculés » rebelles

Fin 2002, l'UNEDIC annonce une baisse de l'indemnité chômage applicable au 1er janvier 2003, y compris pour ceux inscrit avant cette date. Plus d'un millions de « recalculés » (la moitié des chômeurs indemnisés!) voient leur niveau de vie baisser brutalement. Des assemblées de chômeurs se tiennent un peu partout en France et décident d'une action en justice systématique : que chaque chômeur concerné porte plainte contre son ASSEDIC ! Des milliers de dossiers sont déposés, et

chaque défaite donne systématiquement lieu à un appel.

Parallèlement, l'agitation médiatique est maintenue par quelques coups d'éclats, comme l'occupation de plusieurs ASSEDIC pour le réveillon du nouvel an. Le 1er mai 2004, pour la première fois, ce sont les cortèges de chômeurs qui ouvrent les défilés, montrant définitivement que les privés d'emploi sont eux aussi des travailleurs et que leur lutte est légitime. Trois jours plus tard, c'est la victoire : le ministre de l'emploi Borloo annonce la réintégration de tous les chômeurs dans leurs droits.

S'organiser pour lutter, c'est nécessaire

Sans organisation, nous serons affaiblis face aux coups de plus en plus durs qui viennent de la classe dirigeante. C'est pour cela que nous vous appelons à nous rejoindre pour la résistance et la contre-attaque collective ! N'hésitez pas à prendre contact avec nous !

Sommaire :

I. Positions générales et analyses

- Les jeunes : particulièrement victimes du système capitaliste... et particulièrement enclins à la révolte (p. 2)
- Grève des universités (2009) : bilan et tâches à venir pour les anticapitalistes (p. 9)
- Les étudiant-e-s dans le mouvement de l'automne 2010 : jonction avec les travailleurs et manque d'une grande organisation nationale de lutte (p. 16)
- Syndicalisme étudiant : pour la construction d'une grande organisation étudiante de lutte unifiée (p. 16)
- Contribution sur le mouvement autonome (p. 18)

II. Interventions dans le secteur jeune du NPA

- Congrès de fondation (février 2009) : amendements présentés par la Tendance CLAIRE (p. 20)
- Le refus d'un journal jeune par le CE confirme la nécessité d'une organisation autonome (2009) (p. 20)
- Pour que la jeunesse du NPA soit clairement révolutionnaire ! (p. 23)
- Première Conférence nationale des jeunes (CNJ) du NPA (automne 2009) :
 - Amendements aux textes du Secrétariat national jeune (p. 25)
 - Bilan de la CNJ : Le secteur jeune commence à se structurer malgré toutes les entraves à son autonomie... mais ses dirigeants restent à mi-chemin par crainte d'affronter la direction (p. 27)
 - La direction du NPA refuse de reconnaître le secrétariat national jeune élu par la CNJ (p. 30)
- Deuxième Conférence nationale des jeunes du NPA (avril 2011)
 - Amendements aux textes, constitutifs de la « plateforme Y » initiée par la Tendance CLAIRE (p. 30)
 - Bilan de la CNJ : « Mettre son milieu en action ! » ou comment avancer sans discuter vraiment... (p. 32)
- Bilans des Secrétariats nationaux jeunes du NPA (2012) (p. 33 à 35)
- Pour une politique révolutionnaire spécifique dans la jeunesse, pour un bilan du secteur jeune (juin 2012) (p. 36)

III. Documents : textes de comités auxquels participent des membres de la Tendance CLAIRE

- Deux contributions du comité NPA de l'ENS suite à la grève victorieuse des précaires (printemps 2011) (p. 36)
- Deux éditoriaux du bulletin *Barricades* édité par le comité jeunes travailleurs (mai et juin 2012) (p. 38)

Cette brochure est un supplément à *Au CLAIR de la lutte* n° 12 (mai-juin 2012). ISSN : 2101-6135.

Comité de rédaction : Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.